



**SOMMAIRE**

*Point 23 de l'ordre du jour:*

*Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite)*

*Discussion générale (suite) . . . . . 1*

*Président: M. Carlos SOSA RODRIGUEZ (Venezuela).*

**POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR**

Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (suite)

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

1. M. MOLINA ORANTES (Guatemala) [traduit de l'espagnol]: La délégation du Guatemala tient à exprimer ses félicitations et ses remerciements au Comité spécial pour l'excellent rapport [A/5446/Rev.1] qu'il a présenté à cette Assemblée. Il contient un examen approfondi et consciencieux des problèmes qui lui ont été soumis et recommande, en outre, les mesures qui permettraient le mieux de les résoudre.

2. Nous avons pu apprécier au cours de nos discussions à la Quatrième Commission que le rapport du Comité spécial a été l'un de ses auxiliaires les plus précieux, par la valeur des renseignements qu'il donne et par la pertinence des conclusions qu'il tire.

3. Néanmoins, ma délégation se voit dans l'obligation d'intervenir — brièvement d'ailleurs selon le vœu du Président — pour exprimer ses réserves au sujet de l'annexe I du rapport qui contient la liste préliminaire des territoires auxquels s'applique la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

4. La liste en question, élaborée sans aucun doute à partir des rapports d'Etats colonisateurs, mentionne le territoire de Belize que le Royaume-Uni a rebaptisé "Honduras britannique" et qui est cependant sous la souveraineté exclusive du Guatemala.

5. Le territoire de Belize, dont la possession a été usurpée par le Royaume-Uni, fait partie intégrante du sol guatémalien, non seulement pour des raisons géographiques mais, essentiellement, pour des raisons historiques et juridiques. Récupérer ce territoire constitue le désir suprême de toute la nation guaté-

malienne, qui est prête, pour ce faire, à consentir tous les sacrifices. Le tableau, vu du Royaume-Uni, se présente d'une façon radicalement différente. Pour le Gouvernement britannique, Belize n'est rien d'autre qu'un territoire lointain et isolé, qu'un des nombreux éléments de son empire colonial, dont il s'est emparé pour des raisons exclusivement économiques et stratégiques. Pour cette raison, il lui a semblé facile et commode de le cataloguer comme territoire non autonome.

6. Ma délégation ne peut accepter cette désignation unilatérale et proteste énergiquement contre le fait que le territoire de Belize ait été inclus dans la liste qui figure à l'annexe I du rapport.

7. La souveraineté sur Belize appartient uniquement et exclusivement au Guatemala et l'occupation britannique de son territoire est une gangrène qui ronge son intégrité territoriale. Le Guatemala ne cessera ses efforts que lorsqu'il aura réussi à se débarrasser de cette gangrène.

8. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale contient, à son paragraphe 6, une disposition formelle qui, de l'avis de ma délégation, est la seule applicable au territoire guatémalteque de Belize, appelé à tort Honduras britannique. Dans ce paragraphe, il est stipulé ce qui suit:

"Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies."

9. En maintenant un régime colonial anachronique dans un territoire appartenant au Guatemala, le Royaume-Uni non seulement viole de manière flagrante les termes du paragraphe précité, mais va résolument à l'encontre des principes fondamentaux honorés par les nations américaines, principes qui répudient le colonialisme et la nouvelle apparence sous laquelle il se déguise: le néo-colonialisme.

10. Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir faire consigner au procès-verbal la protestation catégorique et les réserves de ma délégation devant le fait que le territoire de Belize a été inclus dans la liste des territoires non autonomes du rapport A/5446/Rev.1 sous le nom trompeur et impropre de Honduras britannique.

11. Le PRÉSIDENT (traduit de l'espagnol): Compte tenu de la demande du représentant du Guatemala, je tiens à souligner que sa déclaration, comme celle de tous les représentants qui prennent la parole en séance plénière, sera enregistrée dans le procès-verbal de séance.

12. M. PINOCHET (Chili) [traduit de l'espagnol]: Le rapport [A/5446/Rev.1] du Comité spécial que nous examinons aujourd'hui est un des documents les plus importants dont l'Assemblée générale ait été saisie pendant cette dix-huitième session. Les problèmes examinés dans ce rapport présentent un intérêt vital pour des millions d'êtres humains qui ont placé leurs espérances dans l'Organisation des Nations Unies et savent que leur avenir repose en grande partie entre les mains de cet organisme international.

13. Il suffit de lire ce rapport du Comité spécial, appelé communément de "décolonisation", pour se faire une idée assez complète des derniers problèmes coloniaux qui sont aujourd'hui en voie d'être résolus.

14. La tâche confiée au Comité spécial par l'Assemblée générale aux termes de la résolution 1654 (XVI) consiste à étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le long titre de ce Comité correspond bien aux 400 pages de son important rapport.

15. L'autodétermination et l'indépendance des colonies sont notre objectif. Néanmoins, l'application de ces principes fondamentaux crée des situations diverses. Le Comité spécial a étudié ces situations dans douze groupes de territoires coloniaux composés, chacun, de territoires plus petits. Pour chaque situation, le Comité spécial a proposé la solution qui convenait le mieux. Dans les cas les plus graves qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales, il a fait rapport au Conseil de sécurité, conformément à l'alinéa d du paragraphe 8 du dispositif de la résolution 1810 (XVII) de l'Assemblée générale. Dans d'autres cas, le Comité a invité la puissance administrante à rédiger une nouvelle constitution permettant la libre expression de la volonté populaire, le transfert à la population des pouvoirs souverains et la proclamation de l'indépendance.

16. En ce qui concerne certains territoires non autonomes, il a recommandé de fixer une date aussi rapprochée que possible pour l'accession à l'indépendance. Dans d'autres cas, enfin, il a ajourné toute recommandation, faute de renseignements plus complets.

17. A plusieurs reprises, la délégation chilienne a précisé devant la Quatrième Commission son avis sur certaines questions examinées dans le rapport. Je songe aux territoires sous administration portugaise, à la Rhodésie du Sud et au Sud-Ouest africain. Plutôt que d'analyser maintenant la situation des derniers territoires coloniaux, je préfère aborder un problème qui préoccupe tout spécialement ma délégation et dont j'ai déjà parlé brièvement au moment de l'examen des territoires sous administration portugaise. Il s'agit de l'avenir qui attend les petits territoires coloniaux une fois qu'ils auront déclaré leur indépendance et des responsabilités qui incomberont à l'Organisation des Nations Unies à cet égard.

18. Le Chili estime être suffisamment autorisé pour exposer ses idées sur ce point avec clarté et sans détours. Sa position anticolonialiste est bien connue. Ce que nous désirons réellement, c'est que les petits

territoires coloniaux qui exerceront bientôt leur droit à l'autodétermination puissent bénéficier de l'aide et des conseils de l'Organisation des Nations Unies afin que l'indépendance représente réellement pour eux le début d'une étape vers des progrès effectifs dans tous les domaines.

19. Quand, voici 150 ans, les colonies espagnoles d'Amérique ont déclaré leur indépendance, elles n'ont pas trouvé les conseils et l'aide efficaces d'un organisme international comme celui dont nous disposons aujourd'hui. Ce qui aurait pu alors être obtenu relativement aisément pour l'union continentale nous coûte aujourd'hui d'énormes efforts et les progrès sont lents et difficiles. Je pense parfois que cette expérience latino-américaine ne profite pas suffisamment à nos frères africains.

20. Dire aujourd'hui que la colonisation touche à sa fin est presque un lieu commun. Les colonies les plus grandes et les plus importantes sont devenues des pays indépendants et, à l'exception de quelques territoires dont l'indépendance approche, le reste des colonies est constitué en grande partie par des territoires coloniaux peu étendus et à peine peuplés. Leurs habitants proclameront leur indépendance par l'exercice d'un droit que personne ne leur dénie, bien que cette indépendance risque souvent de n'être viable ni du point de vue politique ni du point de vue économique.

21. Dans la liste préliminaire des territoires qui figure dans le rapport du Comité spécial et auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, on compte au moins de 12 à 15 cas de ce genre. Cette liste préliminaire n'inclut que les territoires sous tutelle et les territoires non autonomes. Le Comité spécial prépare maintenant, conformément à l'alinéa a du paragraphe 8 de la résolution 1810 (XVII) une liste complémentaire qui englobera "tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance". Je crains bien que, lorsque nous arriverons à ce que j'appellerai le "fond du panier", nous ne trouvions plus en fait que de petits territoires.

22. Dans la liste en question, qui figure à l'annexe I du rapport, on compte des territoires de 1 000 habitants ou même moins qui vivent sur des territoires si petits que leur superficie ne dépasse pas parfois cinq ou six kilomètres carrés — soit deux milles carrés — et qui sont cependant considérés dans cette liste comme des colonies ayant une personnalité propre. Que l'Assemblée générale des Nations Unies puisse ou non élargir demain cette salle de réunion pour recevoir 100 nouveaux Membres, que 100 nouveaux drapeaux nationaux flottent à l'extrémité de leur mât, le long de l'East River, que la Cinquième Commission ne trouve pas des moyens économiques suffisants pour faire face subitement à des dépenses deux fois plus élevées, telles ne sont pas les questions qui intéressent la délégation chilienne aujourd'hui. Ses préoccupations sont d'un autre ordre; son inquiétude est différente.

23. Dans un monde qui avance vers de grandes intégrations, que ce soit des économies ou des peuples en quête d'unité, il me semble rétrograde, anachronique et illogique de placer l'accent sur la division, sur le fractionnement et la désintégration tant poli-

tique et économique que culturelle et sociale. Cela nous conduirait fatalement au néo-colonialisme et les Etats non viables courraient le risque de tomber de nouveau sous l'influence intéressée et pernicieuse de grands Etats.

24. Notre but doit continuer d'être — et j'en souligne ici l'importance — l'indépendance pour tous les peuples et la disparition de toutes les colonies et de leur cortège d'abus, de pauvreté et d'exploitation économique éhontée. L'indépendance doit être accordée aux peuples qui ne connaissent pas encore les avantages de la liberté, du progrès et de la civilisation; mais l'indépendance doit être un point de départ vers une amélioration des conditions de vie des peuples asservis et, cela, nous ne devons pas l'oublier.

25. L'Organisation des Nations Unies, qui encourage le juste droit à l'indépendance, assume donc une responsabilité en ce qui concerne le destin de ces peuples, qui ont d'autant plus besoin d'aide que leurs économies sont plus faibles et leurs traditions politiques et institutionnelles plus instables. La délégation chilienne n'est pas la seule à se soucier de la viabilité politique et économique des membres les plus jeunes de la famille internationale. Nous savons que les autres délégations se soucient également de cette question, comme nous en avons eu plus d'une fois la preuve au cours des réunions du Comité spécial.

26. A mon avis, l'opinion exprimée à cet égard au cours de la séance plénière d'hier [1266ème séance] par le représentant du Mali est très importante. M. Coulibaly, Président du Comité spécial, a affirmé avec raison qu'il ne s'agissait pas uniquement de faire approuver des résolutions sur l'indépendance, notamment dans le cas de petites colonies; sa recommandation visant à ce que les populations de ces territoires aient la possibilité d'exposer elles-mêmes leurs plans à venir est une mesure pratique et pertinente que ma délégation appuie pleinement.

27. Ce problème n'est pas nouveau. Parmi les principes qui doivent guider les Etats Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements leur est applicable ou non, il en est qui prévoient des mesures telles qu'une association entre Etats ou l'intégration de deux Etats indépendants [résolution 1541 (XV), annexe]. L'association comme l'intégration doivent résulter d'un choix libre et c'est à ces mesures que se réfèrent les principes VI, VII, VIII et IX de ladite annexe.

28. Les solutions générales que je viens d'indiquer sont, certainement, utiles et ont été appliquées avec succès à plusieurs reprises. Mais ne pourraient-elles pas être complétées par d'autres éléments, nés au cours de ces dernières années de la décolonisation?

29. Chaque cas doit être examiné en lui-même. Je suppose que personne ici ne croit qu'il existe une recette convenant à tous les petits Etats à venir ni n'oserait proposer une fédération disparate de tous ces Etats.

30. La délégation chilienne estime qu'il convient de charger le Comité spécial d'étudier les moyens d'appliquer la résolution 1514 (XV) aux territoires coloniaux de faible superficie et de population limitée afin que l'Organisation des Nations Unies puisse leur

prêter aide et assistance pour que leur indépendance politique et économique devienne viable. Des recommandations concrètes sur cette étude devraient être présentées à l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session.

31. Au cours des délibérations du Comité spécial en 1963, deux cas se sont présentés de nouveaux pays désireux de s'unir ou de former une confédération à leur avantage mutuel. L'un de ces deux cas porte sur la création possible d'une fédération de l'Afrique orientale comprenant le Tanganyika, l'Ouganda et le Kenya, une fois que le Kenya aura accédé à l'indépendance, fixée au 12 décembre 1963. Cette décision de former une fédération a été applaudie au sein du Comité spécial où on l'a considérée comme une nouvelle preuve du profond désir des Africains de travailler à la réunification et au développement de l'Afrique. Il est important de noter qu'aucun de ces trois pays ne pense que cette fédération pourrait mettre en danger l'exercice de leur souveraineté et de leur indépendance. Au contraire, les trois Etats essaient d'harmoniser et de conjuguer deux principes importants de l'époque contemporaine: l'indépendance et l'intégration.

32. A propos de cette fédération, le représentant du Chili au Comité spécial a déclaré ce qui suit:

"... (elle) résulterait du libre vœu des peuples intéressés, elle correspondrait à une réalité géographique et historique et elle donnerait aux trois territoires la possibilité de renforcer leur infrastructure et leur économie et, partant, d'élever le niveau de vie et la dignité des habitants" [A/5446/Rev.1, chap. VIII, par. 159].

La délégation chilienne se fait un devoir de féliciter de nouveau le Tanganyika, l'Ouganda et le Kenya pour l'initiative qu'ils ont prise.

33. Un autre cas significatif cité dans le rapport est l'association future entre la Gambie et le Sénégal actuellement à l'étude. Les raisons données par les deux gouvernements méritent considération. Dans un communiqué conjoint en date du 26 octobre 1962, les Gouvernements gambien et sénégalais ont affirmé que, par cette association, "... ils espèrent contribuer à la stabilité, au développement et à la prospérité de leurs deux pays et à la cause de l'unité africaine" [*ibid.*, chap. XI, par. 33].

34. Un communiqué de la Gambie daté du même jour va même plus loin dans son évaluation des avantages de l'association prévue:

"L'indépendance doit fournir un moyen efficace de donner au peuple gambien plus de prospérité et de bien-être, mais, pour des raisons d'ordre économique, la Gambie pourrait avoir de la difficulté à atteindre cet objectif isolément comme Etat indépendant et souverain." [*ibid.*, par. 34.]

Et je souligne le mot "isolément".

35. Afin de réaliser ces objectifs si souhaitables, la Gambie a demandé et obtenu du Secrétaire général des Nations Unies qu'il envoie une équipe d'experts en questions constitutionnelles, économiques et financières pour aider son gouvernement à décider de la forme à donner à ses relations futures avec le

Sénégal. Il va de soi que ces études ne doivent pas servir de prétexte pour retarder la date de l'indépendance absolue de la Gambie, comme on l'a prétendu. Les conversations sur l'association pourront se poursuivre efficacement après la date de l'indépendance.

36. Il convient d'insister sur le fait que, quelle que soit la décision prise en vue de renforcer la viabilité de l'indépendance, cette décision doit être volontaire, c'est-à-dire qu'elle doit être prise par le nouvel Etat exerçant pleinement sa souveraineté et son indépendance. L'Organisation des Nations Unies pourrait commencer à entreprendre les études prévues et à donner les conseils nécessaires avant même que les droits susmentionnés soient pleinement exercés.

37. Si dans le cas du Tanganyika, de l'Ouganda et du Kenya, du Sénégal et de la Gambie, pays qui représentant bien des milliers de kilomètres carrés de territoire et plusieurs millions d'habitants, on a estimé utile d'étudier et d'adopter des solutions destinées à garantir l'union et une étroite collaboration économique et politique, cette idée est à plus forte raison opportune en ce qui concerne les cas à venir de territoires de superficie limitée et de faible population.

38. Encourager l'indépendance des colonies et se désintéresser aussitôt après de l'avenir de ces populations est une solution aussi facile qu'irréfléchie. L'enthousiasme que provoque la naissance d'Etats nouveaux ne peut nous faire oublier la mission sacrée de décolonisation de l'Organisation des Nations Unies, mission qui ne s'achève pas avec les dernières réjouissances du premier jour de l'indépendance.

39. De toutes les missions de cet organisme international, aucun n'est plus respectable et plus lourde de sens que celle qui a pour but de libérer les peuples. Faisons en sorte que l'indépendance soit authentique et satisfasse pleinement à l'un des désirs les plus nobles du cœur humain: la liberté, non pas la liberté dans la pauvreté et l'incertitude, dans un monde de super-Etats toujours plein de dangers pour les petits territoires, mais la vraie liberté et la vraie indépendance qui s'affirment dans le progrès, dans l'amélioration du niveau de vie et dans la dignité de l'être humain.

40. La délégation du Chili espère que l'Assemblée générale adoptera, au cours de cette dix-huitième session, des mesures pratiques de nature à faciliter l'indépendance et à assurer la viabilité des petits territoires coloniaux.

41. M. COOMARASWAMY (Ceylan) [traduit de l'anglais]: Ma délégation prend la parole aujourd'hui pour faire une déclaration sur une question qui représente, peut-être, la réalisation la plus importante des Nations Unies depuis dix-huit ans qu'elles existent: la libération des peuples du colonialisme.

42. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, les notions jumelles de colonialisme et de supériorité raciale étaient à leur zénith. Des impérialistes notoires pensaient que les blancs avaient une mission civilisatrice à remplir à l'égard des populations noires, jaunes et brunes d'Asie, d'Afrique et autres continents sous-développés. Ils assimilaient à un droit divin le droit des blancs à dominer les autres races et jugeaient que ces

dernières devaient s'estimer trop heureuses d'avoir des maîtres doués d'une telle supériorité. Les blancs étaient "civilisés", les autres ne l'étaient pas.

43. Il y a même encore aujourd'hui des nations qui estiment qu'elles ont une mission civilisatrice à remplir en des lieux comme l'Afrique et qui prétendent qu'il est de l'intérêt des peuples de ces régions de continuer à subir la loi de leurs maîtres blancs. L'exemple le plus frappant est, assurément, celui du Portugal. Mais il y a d'autres puissances qui ont des idées du même genre, encore qu'à un moindre degré, au sujet de certains territoires.

44. En dépit de ces déviations monstrueuses par rapport à la ligne générale de la pensée moderne sur cette question, la roue de l'histoire, depuis le début du siècle, a tourné inexorablement dans le sens opposé. Le Pacte de la Société des Nations et la Charte des Nations Unies ont tous deux souligné le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes et ont cherché à briser le joug odieux du colonialisme et à mettre un terme à la servitude et aux souffrances que ce concept a toujours impliqué pour l'homme.

45. A ce propos, ma délégation tient à souligner que la "civilisation" n'est pas le propre de certaines nations, bien que l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice mentionne les "nations civilisées". La notion de "civilisation" est toute relative et se conçoit différemment selon les normes auxquelles on se réfère et les comportements admis par les divers peuples. Un pays comme le mien, dont la civilisation est vieille de près de 2 500 ans et qui peut s'enorgueillir de sculptures antiques et d'ouvrages d'irrigation anciens qui se comparent favorablement aux réalisations modernes, a certes le droit de mettre en doute l'exactitude de cette distinction désobligeante.

46. Sans doute certaines puissances ont possédé des colonies dès le XVI<sup>ème</sup> siècle, mais ce n'est qu'aux environs du siècle dernier que le colonialisme a pris une nouvelle importance économique et stratégique du fait de la révolution industrielle, qui a amené l'industrie de type moderne et le capitalisme financier à s'élancer vers des horizons nouveaux pour chercher des matières premières, des débouchés pour les produits finis et la possibilité de faire des investissements. La "ruée sur l'Afrique" et l'extension de tentacules coloniales sur de vastes et fécondes régions d'Afrique, d'Asie, du Pacifique et d'Amérique centrale ont été les conséquences logiques, sinon souhaitables, du jeu de toutes ces forces industrielles, capitalistes et impérialistes. Le colonialisme contemporain est un produit de la civilisation occidentale à l'époque du capitalisme privé, de l'individualisme bourgeois, de l'économie non planifiée, de la démocratie parlementaire et des menées démagogiques. Il a résulté du jeu subtil de plusieurs mobiles.

47. Mais, pour dissimuler leurs véritables raisons de vouloir des colonies, certaines puissances coloniales ont proclamé que leur "principal objectif" était de répandre la civilisation occidentale. C'est assurément une ironie de l'histoire que certains des pays qu'elles se mettaient en devoir de "civiliser" de cette façon aient été des pays qui pouvaient s'enorgueillir de cultures anciennes et de fières civilisations

qui existaient plusieurs milliers d'années avant ces nouvelles civilisations qui n'en étaient même pas au stade barbare de leur évolution à l'époque où ces anciennes civilisations avaient atteint un niveau élevé de progrès, bien que, par la suite, certaines d'entre elles aient subi un déclin.

48. Dans certains de ces pays, les puissances colonisatrices ont délibérément retardé la pendule du progrès de façon à conserver le plus longtemps possible ces domaines fertiles d'exploitation internationale. Un des arguments qui ont été invoqués pour justifier le maintien du joug colonial dans certains pays est l'idée que les peuples de ces territoires seraient incapables de se gouverner eux-mêmes et qu'ils auraient, par conséquent, tout intérêt à être sous la coupe de "nations avancées". Mais cet argument ne fait que mettre en valeur le principe d'une mission sacrée et justifie la perte pour la puissance coloniale de tout droit à se maintenir au pouvoir lorsqu'elle manque aux devoirs qu'elle a de rendre un tel peuple capable de se gouverner lui-même et de faire passer avant toute autre considération les intérêts des habitants du territoire. Cela donne aussi le droit à l'Organisation mondiale d'enlever à ces puissances l'administration de ces territoires pour s'en charger elle-même. L'Assemblée générale, dans sa résolution 1514 (XV), a déclaré que de tels arguments ne devaient pas être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance.

49. Le principe de la mission sacrée a d'abord été énoncé en termes généraux pour justifier l'assujettissement de peuples, généralement de peuples de couleur, à des nations blanches étrangères. Pour tenter de justifier moralement cet état de choses monstrueux — où l'on voit des millions d'individus privés de leur droit inaliénable à se gouverner eux-mêmes sans avoir jamais volontairement renoncé à ce droit — on a affirmé que les puissances dominantes étaient tenues, du fait de leur mission sacrée, de gouverner les peuples arriérés, incapables de se gouverner eux-mêmes, dans l'intérêt même desdits peuples. En d'autres termes, les puissances dominantes sauvaient ces peuples d'eux-mêmes.

50. Selon cette thèse, cependant, il fallait que la prospérité des habitants du territoire l'emporte sur toute autre considération, et la mise en coupe réglée des territoires était une violation du principe de la mission sacrée. Combien y a-t-il de puissances administrantes qui puissent seulement prétendre qu'elles ont rempli cette mission avant la fondation de l'Organisation des Nations Unies? Combien n'y en a-t-il pas qui ont continué à exploiter les populations des territoires non autonomes uniquement ou principalement dans leur propre intérêt et ont négligé, d'une manière générale, l'intérêt des populations de ces territoires, même depuis que les Nations Unies existent? N'y en a-t-il pas qui exercent une pression économique, dans leur propre intérêt, sur certaines de leurs anciennes colonies, qui ont accédé à l'indépendance politique mais non à l'indépendance économique, et qui parviennent ainsi à leurs propres fins politiques et économiques dans ces territoires? Nous pouvons voir ces pressions s'exercer jusque dans les couloirs de l'Organisation des Nations Unies.

51. L'Article 73 de la Charte indique clairement, désormais, que l'administration de ces territoires par une puissance étrangère ne peut avoir qu'un caractère provisoire et que l'objectif ultime est de permettre auxdits territoires de s'administrer eux-mêmes. Cet Article souligne aussi que chacune des puissances administrantes doit rendre des comptes à la communauté internationale. A l'heure actuelle, le principe de la mission sacrée implique l'ultime transmission de tous les pouvoirs aux habitants de tous les territoires non autonomes, et je ne saurais trop souligner le mot "tous". Au cours des années 40, les Etats-Unis, sous la présidence de Franklin D. Roosevelt, ont fortement ressenti la nécessité de mettre un terme au colonialisme. Pour le président Roosevelt, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes faisait partie intégrante de la Charte de l'Atlantique. Il a vu "une véritable houle monter vers l'indépendance" et il a préconisé "une sorte de tutelle internationale" jusqu'à ce que ces territoires soient prêts pour l'indépendance dans un avenir prévisible.

52. Bon nombre de ces territoires se heurtent, en outre, au problème que pose l'existence de minorités non indigènes, lesquelles exercent souvent le pouvoir en raison de leurs liens étroits avec la puissance métropolitaine. Ces minorités ont généralement une meilleure situation économique, sociale et politique que les habitants autochtones. La Rhodésie du Sud et les territoires portugais de l'Angola et du Mozambique en sont des exemples classiques. La loi et la pratique reconnaissent aux personnes qui appartiennent à ces minorités un domicile local et un nom.

53. En 1946, dans la résolution 66 (I), 74 territoires étaient énumérés comme territoires non autonomes par huit Etats Membres qui les administraient. Quarante-trois territoires étaient énumérés par le Royaume-Uni et 16 par la France. Ces 74 territoires avaient une population globale de 215 millions d'habitants. A cette époque, il n'y avait en Afrique que quatre Etats indépendants alors qu'on y comptait 25 territoires non autonomes. A l'heure actuelle, il n'y a guère que 40 de ces 74 territoires qui ne soient pas encore indépendants, et leur population totale est de 50 millions; en outre, l'Organisation des Nations Unies compte aujourd'hui parmi ses Membres 32 Etats africains indépendants. Cela suffit à prouver l'ampleur de la réussite des Nations Unies dans ce domaine.

54. L'année 1960 a été une année de grandes réalisations pour notre organisation. C'est cette année-là que l'Assemblée, sur la proposition de M. Nikita Khrouchtchev, Président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, a adopté, le 23 septembre 1960, la résolution 1514 (XV) qui contient la célèbre Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Comme l'a dit notre Secrétaire général, l'adoption de cette Déclaration est considérée comme marquant un tournant décisif dans les efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour réaliser les principes et buts nobles de la Charte.

55. Le soin d'appliquer cette Déclaration a été confié à un Comité spécial de dix-sept membres par la résolution 1654 (XVI) et le nombre des membres de ce comité a été porté à vingt-quatre par la résolution 1810 (XVII).



56. Le Comité spécial, dans l'annexe I à son rapport, a énuméré 64 territoires auxquels la Déclaration s'applique. Cette liste sera complétée l'an prochain. Le Comité spécial a déjà étudié le cas de 26 de ces territoires qui couvrent une superficie de 2,4 millions de milles carrés approximativement et ont une population totale de 37 millions d'habitants environ. Les autres territoires ne couvrent qu'une superficie de 200 000 milles carrés environ et leur population ne dépasse guère huit millions d'habitants. Le Comité spécial a droit à toute notre gratitude pour la manière diligente dont il s'est acquitté des tâches que lui avait confiées l'Assemblée générale. Il convient de souligner ici ce que le Comité spécial a fait observer, à savoir que c'est en Afrique que le plus grand nombre de gens vivent encore sous des régimes coloniaux, en Afrique que l'on trouve encore les plus vastes territoires coloniaux et que l'on se heurte à certains des problèmes coloniaux les plus difficiles à résoudre. La raison de ce phénomène est la volonté de certaines nations puissantes de continuer leur exploitation économique de ce malheureux continent.

57. Mais les forces organisées du nationalisme africain et asiatique ont exercé une influence considérable sur l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'application des déclarations incluses dans l'Article 73 de la Charte et dans la résolution 1514 (XV). Avant la dernière guerre, la culture occidentale et l'influence politique de l'Occident jouaient un rôle très important dans les pays d'Afrique et d'Asie. Mais avec l'apparition, peu de temps après la guerre, de nouvelles nations indépendantes, comme l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, la Birmanie, Ceylan, et l'apparition d'influences nouvelles, comme en Egypte, il y a eu un réveil des peuples assujettis et l'appel à l'indépendance s'est fait entendre dans ces deux grands continents.

58. Cette résurrection du nationalisme a été due à de nombreux facteurs parmi lesquels on peut citer, tout d'abord, l'accession à l'indépendance de certaines des nations les plus importantes; en second lieu, la contribution à l'effort de guerre qui avait été réclamée aux peuples des territoires dépendants et pour laquelle ils demandaient alors la récompense qui leur était due; troisièmement, le caractère inévitable, dans le contexte de la fierté nationale et du sentiment national, de la révolte contre le colonialisme, et enfin le fait que les peuples coloniaux exigeaient, à juste titre, une part plus grande des commodités de l'existence, surtout lorsque celles-ci étaient le produit de l'exploitation de ressources naturelles qui se trouvaient dans les territoires coloniaux et étaient mises en valeur principalement dans l'intérêt des maîtres coloniaux.

59. La Charte des Nations Unies a été signée par 50 Etats dont 12 étaient des Etats d'Asie et d'Afrique. Depuis lors, jusqu'à l'ouverture de la présente session, 61 autres Etats sont devenus Membres de l'Organisation, dont 44 sont des Etats africains et asiatiques. Les Etats d'Afrique et d'Asie soutiendront leurs frères qui vivent sous la domination coloniale en Afrique, en Asie et dans d'autres parties du monde pour toutes les questions relatives à leur progrès économique, social et politique et à leur accession à l'indépendance. Nous sommes reconnaissants au bloc socialiste et au groupe des Etats latino-américains

du concours précieux qu'ils nous apportent dans ce domaine. Les pays d'Afrique et d'Asie considèrent l'Ouest avec suspicion non seulement parce que leurs peuples ont su, il n'y a pas si longtemps, ce que c'était qu'être colonisés, mais aussi à cause des luttes héroïques qu'ils ont dû engager pour accéder à l'indépendance. La vaine résistance opposée par les puissances coloniales aux justes aspirations de ces peuples ne peut qu'engendrer chez ces derniers l'amertume et le mépris pour leurs anciens maîtres et les détourner, quel que soit leur désir de ne pas s'engager, de toute sympathie pour les puissances occidentales.

60. La délégation ceylanaise n'hésitera jamais à apporter son concours chaleureux et spontané aux peuples de tous les territoires non autonomes dans leur lutte pour acquérir le droit de se gouverner eux-mêmes. Ma délégation sait bien qu'il reste beaucoup de peuples à libérer de maux du colonialisme. Comme l'a dit, le 27 septembre 1961, M. Felix Dias-Bandaranaike, secrétaire du Parlement ceylanais:

"On nous a souvent expliqué, ces temps derniers, que le colonialisme aurait cessé d'être un vrai problème du fait qu'un nombre croissant de territoires dépendants parviennent au stade de l'indépendance.

"... Pourtant, l'idée que le colonialisme n'est plus un vrai problème parce que le pourcentage des gens qui vivent sous le régime colonialiste ne cesse de diminuer est tout simplement fausse... En fait, le colonialisme a le don de prendre des formes et des aspects nouveaux pour s'adapter à l'évolution de la situation." [1017ème séance, par. 175 et 176.]

61. Une grande majorité des territoires dont il est question dans le rapport du Comité spécial sont administrés par le Royaume-Uni. Ma délégation n'approuve certes pas les mesures prises par le Royaume-Uni dans certains de ces territoires en vue de mettre fin rapidement à l'administration coloniale et de permettre auxdits territoires de se gouverner eux-mêmes, mais elle tient cependant à rendre hommage au Royaume-Uni, qui a accordé l'indépendance à Ceylan sans qu'un seul coup de feu soit tiré, pour son attitude éclairée, d'une manière générale, à l'égard du colonialisme. En s'inclinant de bonne grâce, au cours des 20 dernières années, devant les revendications d'indépendance, le Royaume-Uni a réussi à maintenir ses anciennes colonies dans le Commonwealth. Dans la lettre du Royaume-Uni, en date du 10 septembre 1963, qui figure à l'annexe II du rapport [A/5446/Rev.1], nous relevons que des dates ont été fixées, dans les prochains mois, pour l'accession à l'indépendance de certains territoires, comme le Kenya, Zanzibar, Singapour et Malte.

62. Ma délégation regrette donc de constater en lisant le rapport du Comité spécial que la politique du Royaume-Uni à l'égard de certains des territoires dont il est question dans ce rapport comporte certains aspects fort peu satisfaisants.

63. Pour ma délégation, ce qu'il y a de moins satisfaisant dans le rapport, c'est la position prise par le Royaume-Uni en ce qui concerne la proposition du Comité spécial d'envoyer des missions de visite

en Guyane britannique et à Aden. Dans l'un et l'autre cas, le Gouvernement du Royaume-Uni a refusé de prêter son concours au Comité et s'est opposé à l'envoi de ces missions de visite, de sorte que les membres du sous-comité ont dû se contenter de se rendre dans des territoires voisins d'Aden et d'entendre à New York les deux principaux dirigeants politiques de la Guyane britannique.

64. D'après le rapport [A/5446/Rev.1, chap. X], le représentant du Royaume-Uni a déclaré, à propos de l'envoi éventuel d'une mission de visite en Guyane britannique, que son gouvernement ne pouvait partager ses responsabilités avec l'Organisation des Nations Unies et ne pouvait donc autoriser cette visite, et que le Premier Ministre de Guyane britannique, M. Cheddi Jagan, n'avait pas le pouvoir d'autoriser une telle visite. Le représentant du Royaume-Uni a ajouté que l'envoi de telles missions de visite équivaldrait à une ingérence administrative.

65. De l'avis de ma délégation, adopter une telle attitude, ce n'est pas seulement faire un pas en arrière, c'est aussi marquer pour l'autorité de l'Assemblée générale un mépris qui n'est plus de mise, étant donné l'évolution de la situation, quand bien même il aurait pu être admis il y a dix ans. Dès 1950, le Gouvernement danois a autorisé une mission de visite à se rendre au Groënland. En 1954, dans sa résolution 850 (IX), l'Assemblée générale a considéré que, afin d'apprécier aussi justement que possible l'opinion de la population d'un territoire non autonome au sujet du statut ou du changement de statut qu'elle désire, une mission devrait, avec l'accord de la puissance administrante, et si l'Assemblée générale le juge souhaitable, se rendre dans le territoire non autonome avant ou pendant la période où la population est invitée à se prononcer sur son statut futur ou sur les modifications futures de son statut. Par sa résolution 1654 (XVI), l'Assemblée générale a autorisé le Comité spécial à se réunir en tout autre lieu que le Siège de l'Organisation des Nations Unies, lorsque cela pourrait être nécessaire pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions, en consultation avec les autorités compétentes, et elle a invité les autorités intéressées à assurer au Comité leur coopération la plus complète dans l'accomplissement de ses tâches. L'Assemblée a repris cette invitation dans sa résolution 1810 (XVII).

66. Ma délégation estime que des arguments et positions de ce genre sont tout à fait erronés et déplacés au moment où les puissances coloniales font entendre partout leur chant du cygne. Ma délégation ne voit pas comment une visite tendant à s'assurer de l'opinion de la population quant à son avenir pourrait constituer une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat ou pourrait équivaloir à un partage des responsabilités. La responsabilité des Nations Unies aux termes de l'Article 73 de la Charte et de la résolution 1514 (XV) est bien distincte de celle de la puissance administrante. Une visite de ce genre est un des moyens les plus efficaces de permettre au Comité d'accomplir ses tâches, comme il le fait observer dans son rapport. M. Jagan a souligné qu'une telle visite aurait aidé le Comité et

le sous-comité à se faire une idée plus claire de la situation.

67. Si le Gouvernement du Royaume-Uni a pris une mauvaise position en ce qui concerne la visite que le sous-comité proposait de faire en Guyane britannique, il a adopté une attitude pire encore lorsqu'une demande identique a été présentée au sujet d'Aden. Dans ce cas, le Comité spécial avait adopté, le 3 mai 1963, une résolution dans laquelle il décidait, notamment, d'envoyer dans ces territoires un sous-comité dont les membres seraient désignés par le président et dans laquelle il exprimait l'espoir que la puissance administrante prêterait tout son concours au sous-comité. C'était la première décision de ce genre prise par le Comité spécial. Le Gouvernement du Royaume-Uni a refusé de revenir sur sa position.

68. Mais il est même allé plus loin et il a commis un acte que ma délégation juge indigne d'une puissance qui est elle-même membre du Comité spécial, un acte qui témoignait du plus grand mépris pour le Comité spécial directement et l'Organisation des Nations Unies indirectement. Je veux parler de la lettre datée du 23 mai 1963 [A/5446/Rev.1, chap. V, annexe II] par laquelle l'inspecteur des services d'immigration d'Aden a informé toutes les lignes aériennes et maritimes qu'aucun des cinq membres du sous-comité dont les noms figuraient dans la lettre ne serait autorisé à débarquer s'il arrivait dans l'Etat d'Aden. Ma délégation déplore, comme le sous-comité, qu'une telle mesure ait été prise par un Membre permanent, qui est aussi membre du Comité spécial, à l'encontre des membres d'un organisme officiel de l'ONU et de représentants d'Etats Membres, d'autant qu'une telle mesure équivaut à mettre en doute la bonne foi desdits Membres.

69. Des actes de ce genre peuvent ébranler la confiance que d'autres délégations peuvent avoir en la bonne foi du Gouvernement du Royaume-Uni et lui aliéner leur sympathie. Une telle répugnance de sa part à autoriser des missions de visite à se rendre dans ces territoires peut aussi justifier l'idée que le Gouvernement du Royaume-Uni souhaite dissimuler au reste du monde la réalité de la situation dans les territoires de la Guyane britannique et d'Aden, parce que cette réalité ne serait pas agréable ou conforme à ses propres objectifs. Ma délégation espère que le Gouvernement du Royaume-Uni, à l'avenir tout au moins, ne persistera pas dans cette attitude déraisonnable, permettra au Comité spécial d'envoyer des missions de visite et leur prètera son concours.

70. Ma délégation voudrait, à ce stade, dire quelques mots des conclusions du Comité spécial concernant certains territoires. La Guyane britannique est un territoire qui a fait l'objet d'un rapport du sous-comité [A/5446/Rev.1, chap. X], approuvé par le Comité spécial. Les recommandations du sous-comité figurent dans les paragraphes 62 à 65 de l'appendice à son rapport. Le sous-comité reconnaît que ce territoire doit accéder à l'indépendance le plus tôt possible et qu'un groupe d'experts en matière constitutionnelle devrait être envoyé en Guyane britannique pour formuler des recommandations en vue de l'élaboration d'une constitution qui soit acceptable pour toutes les parties intéressées.

71. Ma délégation estime que le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas fondé à prétendre que l'octroi de l'indépendance peut être retardé jusqu'à ce que les deux principaux partis politiques aient réglé leurs divergences de vues en ce qui concerne les principes sur lesquels doit reposer la nouvelle constitution. Ce n'est pas là un préalable indispensable. Il semble que ce soit un expédient commode qui a été utilisé aussi dans mon pays pendant cinq ans environ avant que nous accédions à l'indépendance en dépit des divergences qui nous divisaient. Ma délégation ne peut non plus approuver l'idée que le Gouvernement britannique imposerait une solution au peuple de la Guyane britannique, comme l'a proposé M. Sandys le 6 novembre 1962. L'obstacle n'est pas infranchissable et il peut être surmonté si le Royaume-Uni accepte véritablement de coopérer avec le Comité spécial et l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine.

72. On peut citer encore un autre point peu satisfaisant en ce qui concerne ce territoire. En 1953, le People's Progressive Party, dirigé par M. Jagan et M. Burnham, l'a emporté aux élections générales. Après cela, la Constitution de 1953 a été suspendue sous le contrôle de la force armée et la Commission Robertson<sup>1/</sup> a précisé dans son rapport de 1954 que la suspension de la Constitution était justifiée et que le People's Progressive Party était dominé par les communistes. Il semble que l'épouvantail du communisme soit un autre prétexte commode. M. Jagan est maintenant Premier Ministre et M. Burnham, chef de l'opposition. M. Jagan a pris la parole, il y a quelques semaines, devant le groupe des Etats africains et asiatiques et nous a dit qu'on l'accusait une fois de plus de communisme. Il nous a dit qu'il n'était pas communiste. Ma délégation a l'impression que l'on qualifie de communistes des socialistes progressifs afin de retarder l'indépendance de leurs territoires. De toute façon, c'est aux peuples des divers territoires et non à la puissance administrante ou à toute autre puissance étrangère qu'il appartient de décider si un pays doit avoir un gouvernement communiste, socialiste ou conservateur.

73. M. Jagan a fait observer que la puissance administrante avant eu recours à tous les moyens et à tous les procédés pour détruire le mouvement d'indépendance en Guyane britannique et qu'elle avait invoqué les divisions qu'elle avait elle-même suscitées comme prétexte pour retarder l'indépendance. Ma délégation regrette de découvrir que la politique qui consiste à "diviser pour régner" n'est pas encore reléguée dans le passé; elle espère qu'elle le sera très bientôt. La délégation ceylanaise partage l'opinion du sous-comité, qui estime que l'Organisation des Nations Unies devrait faire tout son possible pour aider les dirigeants de la Guyane britannique à créer un climat d'harmonie et d'unité dans lequel le territoire pourrait accéder rapidement à l'indépendance.

74. Je voudrais maintenant parler du territoire d'Aden. Le Comité spécial a adopté une résolution le 3 mai 1963. Cette résolution n'a pas été appliquée du fait que le Gouvernement du Royaume-Uni ne s'est pas prêté à son application. Le Sous-Comité pour Aden a estimé que l'Organisation des Nations

Unies devait intervenir de toute urgence et que la population devait être consultée avant l'octroi de l'indépendance sur une base beaucoup plus large que par le passé et avec toutes les garanties nécessaires. Les recommandations du sous-comité qui figurent au paragraphe 176 de son rapport sont précises, nettes et propres à être mises en œuvre. La résolution adoptée par le Comité spécial le 19 juillet 1963 au paragraphe 478 du rapport [A/5446/Rev.1, chap. V] devrait être adoptée par l'Assemblée générale en son nom propre, avec les modifications nécessaires, et le Gouvernement du Royaume-Uni devrait être invité à appliquer cette résolution, qui est éminemment juste et raisonnable et demande que la population d'Aden soit consultée par la voie du suffrage universel des adultes.

75. Ma délégation a étudié avec soin la position du représentant du Royaume-Uni au Comité, telle qu'elle est exposée dans les paragraphes 162 à 179 du chapitre V du rapport. Il ressort clairement de cette déclaration que le Gouvernement du Royaume-Uni a reconnu le droit des populations d'Aden à l'indépendance mais a allégué la désunion qui règne dans le territoire ainsi que d'autres difficultés comme prétextes pour retarder le moment où ces populations disposeront d'elles-mêmes. Ma délégation estime donc que le meilleur moyen pour la puissance administrante, qui semble, en l'occurrence, être une partie intéressée, de surmonter ces difficultés serait de solliciter l'appui et le concours de l'Organisation des Nations Unies, au lieu d'entraver les travaux des comités spéciaux de l'Organisation en leur refusant son concours et en prenant même des mesures qui équivalent à faire fi de l'autorité de l'Organisation, ainsi qu'en témoigne la lettre adressée aux compagnies aériennes et maritimes que j'ai mentionnée tout à l'heure.

76. Le Comité spécial a aussi adopté des résolutions au sujet de Malte, des îles Fidji, de la Rhodésie du Nord et du Nyassaland, du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland, et de la Gambie. Ma délégation appuiera sans réserve tout projet de résolution dont l'Assemblée générale sera saisie au sujet de ces territoires et elle espère que les puissances administrantes appliqueront les résolutions du Comité spécial et de l'Assemblée générale. Ma délégation tient à appeler tout spécialement l'attention sur le paragraphe 2 du dispositif de la résolution du Comité spécial sur le Bassoutoland, le Betchouanaland et le Souaziland [A/5446/Rev.1, chap. IX, par. 113], aux termes duquel la puissance administrante est priée à nouveau de prendre immédiatement des mesures pour restituer aux autochtones les terres qui leur ont été enlevées, sous quelque forme ou sous quelque prétexte qu'ait eu lieu cette aliénation. Ce paragraphe reprend le texte du paragraphe 5 du dispositif de la résolution que le Comité spécial a adoptée l'an dernier. Tout cela rappelle à ma délégation la manière dont, au cours du siècle dernier, les paysans pauvres des régions montagneuses et d'autres régions de mon pays se sont vu enlever leurs terres, en vertu des dispositions iniques d'une loi intitulée la Waste Lands Ordinance, sans recevoir aucune indemnité, et la manière dont ces terres ont été attribuées à des sociétés et à des particuliers britanniques pour en faire des plantations de thé et de caoutchouc. C'est

<sup>1/</sup> Commission constitutionnelle de la Guyane britannique.



nous maintenant qui, selon la loi des "nations civilisées", devons indemniser les sociétés étrangères et individus étrangers pour ces mêmes terres et d'autres biens. C'est cette même loi des nations civilisées qui a privé nos paysans de leurs terres, il y a environ cent ans.

77. Il y a une autre question de quelque importance dont ma délégation voudrait parler maintenant. Il suffit de consulter l'annexe I du rapport du Comité spécial [A/5446/Rev.1] pour constater qu'il y a, dans la liste préliminaire des territoires auxquels s'applique la Déclaration faisant l'objet de la résolution 1514 (XV), un certain nombre de territoires qui, du fait de leur petite superficie ou de leur faible population ou pour ces deux raisons à la fois, pourraient être incapables de subsister seuls s'ils accèdent à l'indépendance ou à l'autonomie par le jeu normal des dispositions de l'Article 73 et de la résolution 1514 (XV). Ma délégation suggère donc que, dans tout projet de résolution qui pourrait être présenté sur cette question, le Comité spécial soit invité à étudier tout particulièrement l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des résolutions qui en ont découlé aux petits territoires coloniaux à population clairsemée, à étudier aussi la question de l'assistance que l'Organisation des Nations Unies pourrait leur fournir, afin que leur indépendance puisse être réelle politiquement et économiquement, et à présenter à l'Assemblée générale, à sa prochaine session, des recommandations concrètes sur cette étude. Ma délégation craint que ces territoires, si l'on ne procède pas ainsi, ne se heurtent à de graves difficultés politiques et économiques après leur accession à l'indépendance ou à l'autonomie. Ma délégation appuie à cet égard la suggestion faite aujourd'hui par la délégation chilienne.

78. J'en ai terminé avec les observations que ma délégation désirait présenter sur le rapport du Comité spécial. Nous suggérons aussi que, pour éviter tout double emploi, toutes les tâches qui étaient précédemment accomplies par d'autres organismes, tels que le Comité des renseignements sur les territoires non autonomes, soient confiées au Comité spécial, qui peut devenir le seul comité chargé d'assurer l'application du Chapitre XI de la Charte et de la résolution 1514 (XV). Telle est la suggestion que le Secrétaire général a faite dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, présenté à l'Assemblée générale à sa dix-septième session<sup>2/</sup>.

79. L'abolition rapide et totale du colonialisme sous toutes ses formes, en dépit d'arguments de forme périmés fondés sur la compétence qu'invoquent certaines puissances coloniales, non seulement éliminerait un des principaux obstacles au maintien de la paix mais contribuerait aussi à inscrire dans la réalité les principes concernant l'égalité et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui sont consacrés par la Charte. Il n'y a pas de doute que l'Organisation des Nations Unies, depuis dix-huit ans qu'elle existe, a donné confiance et espoir aux peuples dépendants qui luttent pour leur libre détermination.

Mais il reste encore beaucoup à faire, car tous les peuples doivent être libres et il ne doit plus y avoir que des peuples libres politiquement et économiquement, avant que notre tâche soit terminée. Comme l'a écrit Clarence Day dans *This Simian World*<sup>3/</sup>, "Nos télescopes nous révéleront peut-être un jour les collines d'Arcturus, mais à quoi cela nous servira-t-il si nous ne pouvons découvrir l'âme du monde?" Comment pouvons-nous découvrir l'âme du monde, quand des puissances administrantes continuent, en dépit du paragraphe 5 de la résolution 1810 (XVII), à intervenir par la force armée et à prendre des mesures répressives contre des peuples qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, notamment contre les activités politiques de leurs dirigeants légitimes?

80. Je conclurai en citant une déclaration du président Kennedy, faite devant cette assemblée, le 20 septembre 1963:

"L'Organisation des Nations Unies ne peut survivre si elle reste statique. Ses obligations augmentent en même temps qu'elle prend plus d'ampleur. La Charte doit être modifiée, et la pratique des Nations Unies aussi. Les auteurs de la Charte n'ont pas voulu en faire quelque chose d'éternellement figé. La science des armes et de la guerre fait que nous sommes aujourd'hui, bien plus qu'il y a 18 ans à San Francisco, un même monde et une même race humaine, dont la destinée est commune." [1209ème séance, par. 74.]

81. Ce sont des pensées comme celles-là qui faisaient du président Kennedy un homme d'Etat de si grande valeur et d'une telle envergure et qui nous font maintenant ressentir sa mort tragique comme une perte pour tous les peuples du monde, sans distinction de race, de couleur ou de croyance, et pour la paix internationale. Les corps des hommes périssent et pourrissent, mais leur souvenir demeure vivant et continue à nous inspirer. Espérons que ses successeurs demeureront fidèles à ses idéaux nobles et élevés, dans l'intérêt du monde en général et des territoires coloniaux en particulier, puisque les Etats-Unis, de l'avis de ma délégation, ont le pouvoir et le devoir d'exercer une influence sur celles des puissances coloniales qui persistent dans l'intransigeance. Nous ne pouvons pas attendre moins d'un pays qui a produit d'aussi grands hommes qu'Abraham Lincoln et John F. Kennedy.

82. M. AZIMOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: Trois années se sont écoulées depuis qu'ici même, dans la salle de l'Organisation des Nations Unies, a été adoptée la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)]. Nous sommes fiers que ce document historique ait été adopté sur l'initiative du Gouvernement soviétique et de son chef, N. S. Khrouchtchev<sup>4/</sup>.

83. Les idées de la grande Révolution d'octobre sont des idées de paix, de bonheur, de fraternité et d'égalité sur toute la terre. Le peuple de l'Union

<sup>3/</sup> Clarence Day, Jr., *This Simian World*, New York, Alfred A. Knopf, 1920, p. 93.

<sup>4/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Annexes, point 87 de l'ordre du jour, documents A/4501 et A/4502.

<sup>2/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Supplément No 1A, document A/5201/Add.1, section VII.

soviétique, par sa lutte héroïque, son labeur désintéressé en vue de l'édification d'une société socialiste humaniste apporte sa contribution active à la suppression définitive de la surface de la terre du mal, de l'oppression, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les buts du pays de la Révolution d'octobre, la politique et l'idéologie de l'Etat soviétique sont radicalement inconciliables avec le colonialisme, la tyrannie, l'oppression des peuples.

84. L'Union soviétique, fidèle à cette politique de paix et au soutien de la lutte des peuples opprimés pour l'indépendance nationale proclamés par le grand fondateur de l'Etat soviétique, V. I. Lénine, est toujours intervenue et continuera à le faire pour défendre la juste cause de la libération des peuples des colonies de la domination étrangère, en faveur de l'élimination totale du système colonial, en faveur de la liberté absolue et de l'indépendance de tous les peuples.

85. L'immense majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies a accueilli avec satisfaction et approuvé la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Seul un petit groupe de puissances coloniales s'est abstenu lors du vote sur cette déclaration. C'est là une grande victoire pour les pays et les peuples épris de paix et de liberté, et qui revêt une importance particulière pour les continents où le honteux système colonial subsiste encore dans maintes régions.

86. En adoptant cette Déclaration, l'Organisation des Nations Unies a reconnu comme légale et juste la lutte des peuples soumis à l'esclavage en faveur de l'indépendance et comme illégales et criminelles les actions visant à écraser ce mouvement. La Déclaration est apparue comme une source importante d'appui moral à la lutte des peuples coloniaux de la part de l'Organisation des Nations Unies et a déjà produit ses fruits. Elle a inspiré des forces nouvelles pour la lutte de libération des peuples et a créé de nouvelles conditions favorables pour leur victoire.

87. Cependant, tous les peuples ne sont pas encore libérés de l'esclavage colonial. Des territoires comptant au total 50 millions d'âmes sont encore sous le joug des colonialistes. Les peuples de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée portugaise et d'autres territoires du continent africain gémissent sous le joug portugais. Les peuples des colonies espagnoles partagent encore le sort de leurs frères angolais. Plusieurs pays d'Asie subissent la domination de l'Angleterre, du Portugal, de l'Australie, soit directement, soit en tant que protectorats ou territoires sous tutelle. Les peuples de ces territoires mènent un combat héroïque pour la liberté et l'indépendance. Le Kenya, Zanzibar, le Nyassaland, la Rhodésie du Sud, Malte se trouvent au seuil de l'indépendance. Les peuples des colonies espagnoles luttent contre l'arbitraire policier et la terreur fasciste. Le peuple de Rhodésie du Sud mène une lutte acharnée pour sa libération. Les peuples du Bassoutoland, du Souaziland, du Betchouanaland se soulèvent. Les peuples de la Guyane britannique, d'Oman, d'Aden et d'autres colonies anglaises réclament la liberté et l'indépendance. Voilà plusieurs années déjà que le peuple du Viet-Nam défend son droit à une vie paisible et à un développement indépendant.

88. Le colonialisme ne dépose pas les armes. Il contre-attaque, regroupe ses forces, tente de se renforcer dans des zones déterminées et, si possible, de passer à la contre-attaque dans tel ou tel secteur du front de la lutte anticoloniale. Le sud de l'Afrique est l'un de ces secteurs. Et c'est précisément dans cette lumière qu'il convient d'examiner la nature internationale et politique des événements au Congo et au sud de ce pays. Ces événements reflètent l'intention de tout le bloc colonialiste de créer un barrage défensif aux points d'accès les plus proches des colonies au sud de l'Afrique, d'établir une sorte de "cordon sanitaire" et d'opposer la force des colonialistes à la volonté des Etats épris de paix.

89. Le sol brûle sous les pieds des colonisateurs portugais. Les colonialistes portent le fer et le feu dans les régions gagnées par le mouvement patriotique. Ils ne reculent pas devant les méthodes de répression les plus barbares. Dans leur fureur, les membres des expéditions punitives fusillent les femmes, les vieillards et les enfants, détruisent les récoltes et le bétail, brûlent les villages.

90. Les peuples des colonies continuent comme auparavant à vivre privés de leurs droits politiques et sociaux. Le travail forcé et l'esclavage existent jusqu'à maintenant dans les colonies portugaises et espagnoles. La population africaine en Afrique du Sud, dans le Sud-Ouest africain et en Rhodésie du Sud est soumise à des avaries inhumaines et à la discrimination raciale.

91. Comment peut-il se faire qu'à notre époque, à l'ère de l'énergie atomique et de la conquête de l'espace, des crimes aussi monstrueux soient encore perpétrés sur la terre? Il ne peut y avoir à cela qu'une réponse: la cause en est l'avidité et la cupidité d'une poignée infime mais puissante d'exploiteurs, leur soif de gain, leur volonté d'obtenir les profits les plus grands possibles.

92. La délégation de l'Union soviétique, à la Quatrième Commission, a déjà fourni des données sur la façon d'opérer des monopoles en Afrique.

93. D'après le journal londonien *Financial Times*, le bénéfice que retirent 21 sociétés pétrolières anglaises de leurs investissements à l'étranger s'élève à 438 millions de livres sterling, ce qui dépasse le bénéfice global de 456 firmes anglaises auxquelles appartiennent les entreprises de construction mécanique, les chantiers navals et la métallurgie en Angleterre même.

94. Le gigantesque consortium anglo-hollandais Unilever a été pendant des dizaines d'années un des monopolisateurs du commerce avec l'Afrique occidentale. Le salaire payé dans les entreprises et les concessions de sa filiale, l'United Africa Company est de 6 à 19 shillings par semaine tandis que le bénéfice prélevé dans le même temps sur chaque travailleur atteint en moyenne 4 livres sterling 6 shillings. D'après le témoignage de l'hebdomadaire français *France-Observateur* du 23 février 1963, la moyenne annuelle des bénéfices des compagnies étrangères opérant dans les colonies portugaises oscille entre 20 à 45 p. 100.

95. Les monopoles étrangers au Proche et au Moyen-Orient réalisent des bénéfices encore supérieurs.

Rien que par la vente du pétrole brut dans les ports d'expédition, les monopoles pétroliers américains, anglais, français et hollandais qui se sont emparés des concessions dans les pays du golfe Persique gagnent de 5 à 6 dollars par tonne, ce qui veut dire qu'ils font un bénéfice de 500 p. 100, car le prix du pétrole n'atteint pas un dollar. Au cours des 13 dernières années, de 1950 à 1962, l'extraction du pétrole, rien que dans les six principaux pays exportateurs de pétrole, l'Iran, l'Irak, le Koweït, l'Arabie Saoudite, Bahrein et Qatar, ont rapporté aux exploiters occidentaux environ 12 milliards de dollars de bénéfice net.

96. Comment ne pas se rappeler à ce sujet les paroles du grand fondateur du communisme, Karl Marx?

"Assurer un bénéfice de 10 p. 100 et le capital est prêt à toute entreprise; 20 p. 100, il s'enflamme; 50 p. 100, il est positivement prêt à se casser le cou à fond; pour 100 p. 100, il foule aux pieds toutes les lois humaines; pour 300 p. 100, il ne recule devant aucun crime, même si cela devait le conduire à la potence."

97. Les bénéfices qui affluent dans les coffres-forts américains, anglais, allemands, belges et autres ne proviennent pas seulement d'investissements.

98. L'impérialisme fait un large usage, dans son propre intérêt, du système qu'il a lui-même créé d'une division internationale inégale du travail dans le monde capitaliste. Les matières premières et les produits alimentaires représentent environ 80 p. 100 des exportations des Etats d'Afrique, du Proche-Orient et de l'Amérique latine. Les monopoles internationaux créent sur le marché mondial capitaliste des conditions de travail extrêmement défavorables pour les pays peu développés. Alors que les prix des produits manufacturés livrés aux pays en voie de développement et aux colonies par les pays capitalistes avancés ne cessent de s'élever, les prix des produits d'exportation de ces pays ne cessent de baisser.

99. Par suite de cette politique, des richesses immenses sont soutirées de l'Afrique tout comme d'autres régions du monde. Des économistes ont calculé que les revenus que l'Angleterre et d'autres pays développés retirent de l'Afrique par suite de ce que l'on est convenu d'appeler les "ciseaux des prix" — les termes de l'échange — sont évalués entre 170 et 200 millions de livres sterling, ce qui représente le quart du revenu national des Etats africains. Ce commerce à conditions inégales a procuré, en 1961, aux monopoles de l'Allemagne de l'Ouest un supplément de bénéfices de 1 500 millions de marks.

100. Le 10 janvier 1961, l'influent journal suisse Neue Zürcher Zeitung publiait des faits extrêmement intéressants, par exemple qu'en 1958 la valeur des matières premières exportées par les pays en voie de développement représentait environ 25 milliards de dollars. Cependant, la même année, les prix ont baissé d'environ 20 p. 100, si bien que les pays insuffisamment développés ont en réalité perdu 5 milliards de dollars. Le même journal remarque entre autres que, par suite de la baisse des prix et des fluctuations considérables des prix des matières

premières sur les marchés mondiaux, les pays insuffisamment développés ont subi des pertes qui ne sont pas compensées par l'assistance économique qu'ils reçoivent.

101. La propagande occidentale fait du battage autour de ce qu'il est convenu d'appeler l'"assistance" économique aux pays en voie de développement et aux colonies qui serait un bien pour les peuples de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique latine et l'Océanie. En fait, la réalité réfute ces affirmations des apologistes du colonialisme. Les chiffres sont parfois plus éloquentes que toute parole. Ainsi, jusqu'en 1960, les Etats africains avaient reçu des Etats-Unis, sous forme d'"assistance" 936 millions de dollars. A première vue, il semble que ce soit là une somme non négligeable. Mais en réalité, les Etats-Unis n'ont pas fait le sacrifice d'un seul cent à l'Afrique, car, au cours des dernières années, les monopoles américains ont retiré d'Afrique pour plus d'un milliard et demi de dollars de bénéfice, et cela uniquement sur les investissements. Le montant des crédits alloués pour l'aide aux Etats arabes de 1945 à 1956 est près de deux fois inférieur au bénéfice de la société pétrolière Aramco pour une seule année, soit environ 300 millions de dollars.

102. Parlant à la Conférence au sommet des pays indépendants africains à Addis-Abéba, le Président du Ghana, M. Kwame Nkrumah<sup>5/</sup>, déclarait que le continent africain est peut-être le continent le plus riche du monde, mais que toutes ces richesses s'en vont en Europe occidentale et au-delà des mers: 52 p. 100 de l'or déposé à Fort Knox, où les Etats-Unis conservent leur réserve d'or, provient de l'Afrique. Un vaste flot d'or, de diamants, d'uranium, de platine, de titane et d'autres richesses minérales part de l'Afrique pour venir irriguer le système économique de l'Occident.

103. Oui, les pays occidentaux s'efforcent de trouver des formes nouvelles leur permettant de continuer leur politique qui consiste à s'assurer des bénéfices maximaux dans les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Océanie. Cette politique des grandes puissances occidentales est à ce point de vue particulièrement dangereuse pour les jeunes Etats, car grâce à elle les pays occidentaux cherchent à conserver leur position dans les pays insuffisamment développés au point de vue économique. Sur ce point, nous pourrions citer de nombreux exemples montrant comment ces grandes puissances essaient de maintenir les pays en voie de développement dans un état de perpétuelle dépendance économique, de les forces à prendre leur parti de n'être que des fournisseurs de matières premières agricoles aux pays capitalistes hautement industrialisés. Les milieux des monopoles comprennent fort bien que l'industrialisation est la base même du progrès dans les pays en voie de développement ainsi que de la consolidation de leur indépendance. Voilà pourquoi la prétendue "assistance" des pays occidentaux aux pays en voie de développement s'applique, non pas à développer et à renforcer les branches essentielles de l'économie nationale de ces derniers mais à satisfaire les besoins de leur consommation; voilà pourquoi cette assistance s'ac-

<sup>5/</sup> Conférence des pays indépendants africains, 22-25 mai 1963.

compagne, en règle générale, de toutes sortes de conditions politiques qui amenuisent la souveraineté de ces pays.

104. Tout cela permet d'apprécier correctement la politique des puissances coloniales et leur résistance tenace à la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

105. Leur exploitation rapace des richesses et des ressources naturelles de ces pays, le bon marché de la main-d'œuvre des esclaves coloniaux permettent aux monopoles de l'OTAN de retirer des bénéfices fabuleux. Pour conserver ces bénéfices, le capital est prêt à perpétrer n'importe quel crime, à faire couler le sang à torrents afin de conserver sa position, non seulement dans les colonies, mais dans d'autres pays encore. C'est pourquoi la nécessité se fait sentir de plus en plus instamment d'éliminer les conséquences économiques et sociales du colonialisme et de lutter contre le néo-colonialisme.

106. L'examen des questions coloniales à l'Organisation des Nations Unies depuis l'adoption de la Déclaration historique montre que la politique de brigandage et de pillage est sévèrement condamnée par la majorité écrasante des Etats Membres de l'Organisation. Elle est condamnée par tous les peuples épris de liberté. Néanmoins, de nombreuses décisions de l'Organisation des Nations Unies destinées à accélérer la mise en œuvre de la Déclaration sont restées jusqu'ici lettre morte. Le Portugal, l'Afrique du Sud, la Grande-Bretagne et d'autres puissances coloniales non seulement ne tiennent pas compte des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, mais encore renforcent les mesures de répression contre les populations tombées sous leur domination.

107. Le Gouvernement du Portugal mène une guerre ouverte contre les peuples de l'Angola et de la Guinée portugaise. Il entretient sur le pied de guerre une armée afin de noyer dans le sang toutes les tentatives du peuple du Mozambique d'établir un système de gouvernement conforme à ses aspirations. Le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud déclare ouvertement ses visées annexionnistes sur le Sud-Ouest africain. Il rejette des regards de convoitise vers le Bassoutoland, le Souaziland et le Betchouanaland. Les racistes de Rhodésie du Sud, avec la bénédiction du Royaume-Uni, contractent avec l'Afrique du Sud et le Portugal une alliance pour lutter contre les peuples africains. Cette politique des colonialistes aggrave ainsi la situation et constitue une grave menace à la paix et à la sécurité non seulement dans cette partie du monde, mais également dans le monde entier.

108. Le Portugal, l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud n'ont pu mener cette politique que grâce à l'appui moral et politique croissant qu'ils reçoivent des puissances principales de l'OTAN.

109. Lors de l'examen au Conseil de sécurité de questions concernant la situation en Afrique du Sud, en Rhodésie du Sud et dans les colonies portugaises, les représentants du Royaume-Uni, de la France et de certains autres pays non seulement déclarent se solidariser avec les colonialistes portugais et les

racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud, mais prennent effectivement des mesures qui empêchent le Conseil de sécurité d'adopter des décisions efficaces susceptibles de contribuer à la mise en œuvre de la Déclaration.

110. Mais, on le sait fort bien, il ne s'agit pas seulement d'un appui politique. Les Etats Membres de l'OTAN continuent à aider économiquement, financièrement et militairement les Gouvernements du Portugal, de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud. Des avions à réaction et des bombes au napalm américains, des blindés anglais, des armes à feu pour l'infanterie et d'autres armes et matériels militaires d'Allemagne occidentale arrivent en flot ininterrompu aux gouvernements de Salazar, de Verwoerd et de Field, cela en dépit des décisions de l'Assemblée générale, et sont utilisés pour réprimer les mouvements de libération nationale dans les colonies. Selon une information publiée dans le journal anglais *The Observer*, les soldats portugais qui sont stationnés en Angola, en Guinée et au Mozambique ont reçu une formation militaire spéciale dans des unités de l'OTAN avant d'être envoyés en Angola, au Mozambique et en Guinée portugaise.

111. Sous le prétexte de conserver leurs positions, les pays membres de l'OTAN ont disséminé des bases militaires dans le monde entier. Les stratèges de l'OTAN usent leur salive à affirmer que ces bases serviraient à la défense du "monde dit libre". Par ailleurs, ils restent muets comme la tombe sur le fait que ces bases ont déjà été utilisées et continuent de l'être contre les peuples qui luttent pour leur liberté. On connaît le rôle honteux joué par l'OTAN dans la lutte contre les peuples d'Afrique, du Proche-Orient et du Moyen-Orient. Nous nous rappelons tous l'usage qui a été fait des bases militaires installées sur le continent africain, à Malte, à Chypre, des bases de Bizerte, d'Aden, de Singapour et d'autres bases contre les peuples d'Egypte, d'Algérie, du Liban, du Yémen, d'Oman et d'autres pays. L'utilisation des bases militaires de l'Angola et du Mozambique contre les mouvements de libération nationale de ces pays et à des fins de provocation à l'encontre d'autres pays africains témoigne de façon éclatante que ces bases sont devenues les points d'appui du colonialisme et des sources de menace latente en Afrique.

112. La présence d'un énorme réseau de bases militaires étrangères en Asie, en Afrique et en Amérique latine va à l'encontre des intérêts des pays et des peuples de ces continents, constitue une menace à leur développement normal indépendant et un obstacle sérieux à l'occasion à l'indépendance des peuples qui ne l'ont pas encore obtenue.

113. Se rendant compte de l'échec de la politique coloniale, les colonialistes s'unissent. Mais les peuples qui ont voulu mettre fin au système du colonialisme et du néo-colonialisme s'unissent eux aussi. Les colonialistes d'aujourd'hui sont des alchimistes qui, grâce à la "pierre philosophale" du néo-colonialisme, essaient d'arrêter le cours de l'histoire.

114. Les décisions prises à la Conférence au sommet des pays indépendants africains à Addis-Abéba ont une importance considérable pour la cause de la lutte



contre les régimes coloniaux. A cette conférence, est née l'unité des pays africains et des peuples d'Afrique sur la base de la lutte pour l'élimination rapide du colonialisme et du néo-colonialisme. La ferme détermination des pays indépendants africains d'accélérer l'affranchissement définitif du continent africain des régimes colonialistes a reçu l'appui de tous les peuples épris de liberté.

115. Le Gouvernement soviétique a salué la création de l'Organisation de l'unité africaine et l'adoption à l'unanimité de la Charte de cette organisation. Dans son message aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains qui avaient participé à cette conférence, le Chef du Gouvernement soviétique, Nikita Serguéévitch Khrouchtchev, écrivait:

"Les peuples d'Afrique peuvent sans aucun doute compter sur l'appui du peuple et du Gouvernement soviétiques dans la mise en œuvre des décisions de la Conférence visant à la liquidation accélérée du colonialisme et sur une aide pratique aux combattants pour l'indépendance nationale. La lutte pour liquider complètement et définitivement le honteux système colonial et pour assurer à tous les peuples le droit à un développement libre et indépendant est une des directives principales de notre politique internationale. Le Gouvernement de l'Union soviétique a non seulement soumis à l'Organisation des Nations Unies le projet de la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui est à la base de la décision adoptée à l'Organisation des Nations Unies sur la liquidation du colonialisme, mais il a aussi accordé une aide matérielle à de nombreux peuples pour qu'ils accèdent à l'indépendance et la défendent contre les attaques des impérialistes. Nous nous associons à la demande unanime des participants à la Conférence d'arrêter toute aide aux gouvernements des puissances coloniales susceptibles d'être employée pour réprimer les mouvements de libération nationale en Afrique. Les alliés des puissances coloniales — comme il a été dit dans les décisions de la Conférence — doivent se rendre compte que le moment est vraiment venu de faire un choix: soit l'amitié avec les gouvernements et les peuples d'Afrique, soit l'appui accordé à ceux qui les oppriment."

116. Notre organisation, lorsqu'elle a adopté cette Déclaration historique, a non seulement accordé un appui moral aux peuples coloniaux, mais elle a assumé, en fait, une très grande responsabilité quant à leur libération et à la liquidation complète des régimes coloniaux. La mise en application de la Déclaration devait être contrôlée tout d'abord par le Comité des Dix-Sept, puis par le Comité des Vingt-Quatre, dont nous discutons actuellement le rapport [A/5446/Rev.1].

117. Le Comité spécial des Vingt-Quatre a accompli un travail considérable. Nous saluons les efforts sincères de la majorité des membres du Comité présidé par M. l'ambassadeur Coulibaly en vue de la mise en application aussi rapide que possible de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

118. Le devoir de l'Organisation des Nations Unies est de surmonter la résistance des puissances colo-

nialistes, de tracer la voie à la liquidation sans délai des régimes coloniaux qui subsistent dans plusieurs régions d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Océanie et d'accorder une aide de tout genre aux peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance.

119. Nous estimons que 1965 doit être l'année de la suppression complète et définitive du système colonial.

"Il est du devoir de l'Assemblée" — a souligné le Ministre des affaires étrangères de l'URSS, Andreï Andreevitch Gromyko, dans sa déclaration au cours de la discussion générale — "d'élaborer et d'entériner, en s'appuyant sur la Déclaration, des solutions susceptibles de favoriser la liquidation sans délai des régimes coloniaux sur les territoires où ils subsistent encore ... C'est pour l'Organisation des Nations Unies un point d'honneur de faire tout pour qu'à la date de [son] anniversaire le honteux système du colonialisme ait entièrement disparu de la terre et que tous les peuples, grands ou petits, en Afrique, en Asie, ou en Amérique latine, soient libres et indépendants." [1208ème séance plénière, par. 189 et 191.]

120. Nous savons que les puissances colonialistes résisteront de façon opiniâtre à la mise en vigueur de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

121. Néanmoins, le Comité spécial doit, avant la dix-neuvième session, mener à bien les tâches qui lui ont été confiées par l'Assemblée générale. Il doit examiner la disposition concernant la mise en œuvre de la Déclaration dans tous les territoires coloniaux, notamment les petits territoires. Les petits territoires ne doivent pas être laissés de côté, car, à mesure que de nouveaux pays conquièrent leur indépendance, les colonialistes essaient de se retrancher sur des îles et des enclaves isolées.

122. En outre, le Comité spécial doit se livrer à une étude de l'influence des monopoles étrangers dans le sud de l'Afrique, et aussi dans les territoires coloniaux des pays arabes de l'Orient, du Sud-Est asiatique, de l'Amérique latine et de l'Océanie sur la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le Comité devra présenter à l'Assemblée générale un rapport sur cette question.

123. Nous savons que toutes les tentatives des colonialistes pour s'opposer au processus de liquidation du système colonial sont vouées à l'échec, mais cela ne diminue nullement l'énorme importance des tâches confiées au Comité.

124. Pour ce qui est de l'activité du Comité spécial au cours de l'année qui vient de s'écouler, il est juste que l'Assemblée générale l'approuve et appuie la recommandation aux termes de laquelle ses pouvoirs doivent être prolongés [A/5240/Rev.1, chap. I, par. 60].

125. Les mots "démembrement du système colonial" reviennent fréquemment à nos oreilles ces derniers temps, mais l'ampleur et les conséquences énormes de ce phénomène historique ne sont pas encore admises par tous. Il s'agit pourtant en fait d'une immense révolution dans l'histoire de l'humanité.

Une révolution anti-impérialiste sur le plan mondial se déroule actuellement sous nos yeux. L'impérialisme n'est plus à même de disposer du sort de centaines de millions d'êtres humains et il a perdu son pouvoir illimité sur les énormes ressources matérielles qui vont pouvoir être mises au service des intérêts nationaux des peuples eux-mêmes.

126. Sans vouloir en aucune façon diminuer les mérites des peuples afro-asiatiques, il faut dire que la première manifestation de notre époque de par son importance historique, c'est-à-dire l'apparition d'un système socialiste mondial, a créé les prémisses indispensables au développement couronné de succès du deuxième phénomène important de notre temps, le démembrement du système colonial.

127. La liquidation de la domination politique de l'impérialisme marque la fin d'une époque dans la vie des peuples de l'Asie et de l'Afrique. Jamais encore les peuples de ces colonies et semi-colonies n'avaient pu entrevoir des perspectives aussi vastes et encourageantes.

128. Il est du devoir de l'Organisation des Nations Unies et de chacun de nous de contribuer à la liquidation définitive du colonialisme sous toutes ses formes et sous toutes ses manifestations, à l'élimination de la guerre et au renforcement de la paix sur terre.

129. Mlle BROOKS (Libéria) [traduit de l'anglais]: En dehors de la demande que vous nous avez présentée, M. le Président, il se trouve que la délégation du Libéria a déjà eu l'occasion de traiter de questions relatives aux territoires sous administration portugaise, à la Rhodésie du Sud et au Sud-Ouest africain. Ainsi, et sauf par analogie, j'entends limiter exclusivement cette intervention à la situation qui règne dans les autres territoires dont il est question dans le rapport du Comité spécial, sur la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [A/5446/Rev.1].

130. Je commencerai donc par le territoire de Malte et, pour éclairer la question, je me permettrai de rappeler brièvement les renseignements fournis par le Gouvernement du Royaume-Uni en tant qu'autorité administrante et qui sont les suivants: en vertu d'une Constitution entrée en vigueur en mars 1962, Malte est devenue l'Etat de Malte, disposant d'un gouvernement représentatif et d'une assemblée législative de cinquante membres élus au suffrage universel des adultes. Le Gouvernement de Malte, à l'heure actuelle, est entre les mains d'un cabinet maltais élu, composé d'un Premier Ministre et de sept autres ministres. D'autre part, le Gouverneur de Malte doit agir conformément aux avis du cabinet sauf dans certaines circonstances exceptionnelles et le Gouvernement de Malte partage la responsabilité des décisions en ce qui concerne les affaires étrangères et la défense. En plus, le Gouvernement du Royaume-Uni a fait part de sa volonté d'accorder l'indépendance à l'Etat de Malte.

131. L'Assemblée reconnaîtra que ces renseignements sont tout à l'honneur de l'autorité administrante. Toutefois, divers membres du Comité spécial ont soulevé des questions pertinentes, ainsi qu'il ressort

du rapport même, et que ma délégation considère d'une importance vitale pour la stabilité de Malte en tant que nation. Avec votre permission, M. le Président, je voudrais évoquer deux de ces questions.

132. En ce qui concerne la Constitution que mentionne le Gouvernement du Royaume-Uni, le représentant de la Yougoslavie, comme il est indiqué au rapport du Comité spécial [A/5446/Rev.1, chap. VI, par. 64], a fait observer que les recommandations du Comité constitutionnel qui ont pris effet dans la nouvelle Constitution ont été rejetées par les partis maltais les plus importants, le Labour Party et le Nationalist Party, et que seul le Progressive Constitutional Party, qui n'a obtenu qu'un siège aux récentes élections, a approuvé ces recommandations. De plus, le chef du Nationalist Party a indiqué qu'à son avis la Constitution actuelle ne traduit pas les aspirations du peuple maltais.

133. Le représentant de la Tunisie a, de son côté (*ibid.*, par. 90), souligné le problème de la passation définitive des pouvoirs aux vrais représentants du peuple de Malte, qui, selon le représentant de la Tunisie, doit avoir lieu conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et dans les meilleures conditions possibles. Ces deux représentants ont exprimé l'opinion — qui a été partagée par la majorité des membres du Comité — selon laquelle la convocation d'une conférence constitutionnelle bénéficiant d'une représentation adéquate des parties politiques, constituerait la meilleure façon d'atteindre ce but. Etant donné les objections soulevées par le Nationalist Party, les graves accusations du Labour Party à l'égard des méthodes de campagne électorale, de même que le fait qu'un parti politique tel que le Progressive Constitutional Party, ayant approuvé la recommandation, n'a pu obtenir qu'un seul siège, il apparaît vraisemblablement que les arguments en faveur d'une conférence constitutionnelle sont valables.

134. Passant maintenant de la question de Malte à celle du territoire des îles Fidji, je devrais peut-être mentionner quel enthousiasme qui s'est emparé de moi soudainement à l'idée que, dans un proche avenir, la résolution 1514 (XV) serait mise en application en ce qui concerne le peuple maltais, s'est évanoui. Ici, l'histoire est toute différente et bien triste en vérité. Il conviendrait peut-être de rappeler que le Royaume-Uni a colonisé ces îles et leur population en 1874. Près d'un siècle s'est écoulé depuis lors. Mais résumons ce qu'a dit le Gouvernement du Royaume-Uni sur ce territoire: "L'un des problèmes les plus récents consiste à développer l'économie et les activités sociales". Je cite à nouveau le rapport:

"En vertu de l'Article 73 de la Charte, la tâche première de la puissance administrante devrait être d'encourager l'ensemble de la population à se proposer des fins communes d'ordre culturel, social, économique. Ces fins stimuleraient à leur tour des aspirations politiques qui seraient celles de la majorité des deux principaux groupes de la population. Ces aspirations détermineraient par suite l'époque et le résultat de l'application du principe d'autodétermination, l'un des buts de l'Organisation des Nations Unies, consacrés par la réso-

lution 1514 (XV) de l'Assemblée générale." [A/5446/Rev.1, chap. VII, par. 29.]

135. Ces arguments ont été soigneusement élaborés, à tel point que l'on a omis l'élément le plus essentiel, à savoir la question de l'indépendance. Mais ce qui est aussi grave, c'est l'attitude apparemment très satisfaite de l'autorité administrante qui croit pouvoir disposer d'un siècle encore pour mettre en œuvre ses programmes concernant le territoire des îles Fidji et ses habitants. Je constate, à la lecture du rapport, que le problème séculaire des échecs de la puissance administrante, qui n'entreprend aucune mesure pour supprimer les obstacles à l'intégration du territoire, reste entier. L'administration se divise entre des groupes raciaux et des communautés, ce qui est contraire à la Charte des Nations Unies.

136. La puissance administrante reconnaît elle-même l'insuffisance du développement dans les domaines social, économique, culturel et de l'enseignement. De plus, le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas donné de renseignements suffisants sur le territoire. Ces problèmes ne sont pas nouveaux pour ma délégation. Au cours de neuf sessions consécutives de l'Assemblée générale, j'ai eu personnellement l'occasion de souligner ces mêmes difficultés. Je voudrais donc demander à la délégation du Royaume-Uni quelles déclarations lui paraissent justes et raisonnables elle attend en l'occurrence des membres de l'Assemblée. Je demanderai maintenant à la délégation du Royaume-Uni la permission de répondre à cette question de la façon suivante: le temps du contentement de soi est révolu. Le Royaume-Uni ne peut suspendre le développement politique des populations des îles Fidji sous prétexte d'un éventuel développement culturel, social et économique dans l'ensemble des îles. Je n'ai pas besoin de dire à la délégation du Royaume-Uni que ces questions sont si étroitement liées aux aspects politiques qu'il est impossible de les en dissocier. Mais, plus encore, je dois déclarer au Gouvernement du Royaume-Uni qu'après environ un siècle d'administration il n'a plus le droit de décider ou de faire quoi que ce soit qui retarde l'indépendance du territoire et de la population des îles Fidji. Cela découle clairement de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale qui dit notamment: "Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance".

137. Ma délégation se voit donc contrainte de déclarer que le Gouvernement du Royaume-Uni devrait prendre des mesures immédiates en vue de:

a) éliminer tous les obstacles à l'intégration du territoire, y compris celui de la discrimination raciale;

b) mettre sur pied des institutions politiques valables;

c) accélérer le progrès social, économique et celui de l'enseignement des populations des îles Fidji;

d) orienter les tendances vers l'autodétermination de ces populations et entreprendre les mesures nécessaires à cet égard, et

e) accorder l'indépendance aux populations des îles Fidji.

138. Une fois de plus, je puise de courage dans la lecture du rapport qui m'apprend que le but poursuivi par cette assemblée à l'égard des peuples non autonomes sera atteint dans un avenir pas trop lointain, par les populations du Kenya, de la Rhodésie du Nord, du Nyassaland et de Zanzibar. En réaffirmant les droits inaliénables de ces peuples à l'indépendance et en souhaitant qu'aucun obstacle ne les empêche d'atteindre cet objectif ultime, je m'associe aux membres du Comité spécial et, au nom de ma délégation, je félicite à l'avance les populations de la grande lutte qu'elles ont menée pour leur libération et pour leur accession à l'indépendance. Je me rappelle la contribution apportée par le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant qu'autorité administrante, et sa volonté de se conformer à notre calendrier pour l'octroi de ce droit à l'indépendance. C'est pourquoi j'adresse également au Gouvernement du Royaume-Uni mes félicitations sincères. Je suis certain qu'après avoir accédé à l'indépendance, ces populations sauront vivre en paix avec le Royaume-Uni et qu'il existera entre elles des relations de bon voisinage.

139. Je ne m'étendrai pas plus longuement sur ces traits favorables de la situation, de crainte d'éclipser le sentiment d'inquiétude que nous cause la situation qui règne dans trois autres Etats non autonomes d'Afrique, le Bassoutoland, le Betchouanaland et le Souaziland. Au cours de sa précédente session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1817 (XVII), par laquelle elle invitait la puissance administrante:

"... à suspendre immédiatement les dispositions constitutionnelles actuelles et à procéder sans plus tarder, dans les trois territoires, à des élections au suffrage universel direct des adultes".

Ensuite, la résolution demande à l'autorité administrante:

"... d'abroger les dispositions constitutionnelles actuelles et de convoquer immédiatement une conférence constitutionnelle avec la participation des dirigeants politiques démocratiquement élus des trois territoires, afin de fixer selon leurs vœux la date d'accession à l'indépendance de chacun de ces territoires".

140. Du rapport du Comité spécial, il ressort ce qui suit:

a) Pour le Bassoutoland, une commission constitutionnelle a été créée, mais son rapport ne sera présenté qu'à la fin de 1963, après l'ajournement de la dix-huitième session de l'Assemblée générale;

b) La conférence constitutionnelle du Souaziland a mis fin à ses travaux sans parvenir à un accord;

c) En ce qui concerne le Betchouanaland, le Secrétaire d'Etat du Royaume-Uni pour les colonies a déclaré en avril 1963 que le moment était venu de revoir la Constitution de ce territoire et d'envisager un progrès plus important dans le domaine politique.

141. En ce moment toutefois, des négociations sont en cours au sujet de la convocation d'une telle conférence constitutionnelle. Ma délégation reconnaît que l'autorité administrante a pris certaines mesures en vue d'appliquer la résolution de l'Assemblée générale.

rale à cet égard, mais certaines circonstances soulignent l'urgence de la question. Tout d'abord, l'Assemblée a admis que les dispositions constitutionnelles envisagées pour ces territoires et la législation électorale en vigueur étaient discriminatoires et ne correspondaient pas aux désirs de la population et qu'elles n'étaient pas non plus conformes à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. En second lieu, pour ce qui est du Souaziland, la nouvelle Constitution a été imposée aux représentants de la population directement intéressée plutôt qu'acceptée par eux. Je n'entreprendrai pas l'examen détaillée des défauts de cette Constitution. Il suffit de dire que ma délégation ne peut admettre qu'un double système de vote soit imposé à un peuple. Nous notons qu'au Bassoutoland, bien que le Congress Party ait obtenu 32 sièges sur 40, la puissance administrante a établi ce qu'elle a appelé un gouvernement de coalition, composé de membres nommés, fonctionnaires coloniaux et chefs de tribus. Ma délégation ne peut aucunement accepter cela.

142. Comme le représentant de l'Ethiopie l'a dit au Comité spécial [A/5446/Rev.1, chap. IX, par. 38], nous sommes en face de la situation sérieuse représentée par les territoires de la Haute Commission entièrement encerclés par un voisin hostile et infiniment plus puissant qui pratique une politique d'oppression contre ses propres habitants africains. Ce voisin, c'est la République sud-africaine dont la politique d'apartheid provoque un flot de réfugiés en direction des territoires de la Haute Commission. Comme l'a fait observer plus loin le représentant de l'Ethiopie, nous ne pouvons prendre à la légère l'avertissement adressé par le Gouvernement sud-africain au Gouvernement britannique concernant ce qu'il appelle des "représailles". Ce n'est pas sans une grave inquiétude que ma délégation prend note du refoulement en Afrique du Sud des réfugiés nationalistes africains par le Gouvernement du Royaume-Uni alors qu'il savait, ou qu'il aurait dû savoir, que ces réfugiés encourent la peine de mort conformément à la législation du Gouvernement sud-africain. Ma délégation est tout aussi préoccupée du fait que l'administrateur de ces territoires doit résider en Afrique du Sud. Nous savons que le Gouvernement sud-africain souhaite annexer les territoires de la Haute Commission. Ma délégation lance donc un appel au Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il s'entienne résolument à sa décision d'empêcher l'Afrique du Sud d'annexer les territoires en question.

143. Je voudrais maintenant attirer l'attention de l'Assemblée et la vôtre, M. le Président, sur certains actes qui, au Bassoutoland, ont été considérés comme des crimes par l'autorité administrante, et pour lesquels des autochtones ont été arrêtés et jetés en prison.

144. Trente jeunes gens ont été arrêtés et incarcérés, sous l'inculpation d'avoir chanté des hymnes nationaux qui n'étaient pas du goût de la jeune police européenne. Ils ont été maintenus en prison pendant huit mois et ensuite poursuivis et condamnés à de courtes peines. Je me rappelle que je possède moi-même un disque sur lequel sont enregistrés les hymnes nationaux de tous les pays d'Amérique latine.

Mes amis d'Amérique latine peuvent-ils s'imaginer combien d'arrestations d'Africains auraient lieu si un tel disque parvenait au Bassoutoland ou s'il était découvert là-bas entre les mains d'Africains.

145. Dix jeunes gens ont été arrêtés, pour avoir organisé une cérémonie en l'honneur de l'anniversaire de la reine, et accusés de sédition. La police a expliqué que ces personnes auraient dû assister à la cérémonie officielle et que, ne l'ayant pas fait, elles avaient commis un acte séditieux. Telle est la définition succincte de la sédition donnée par les autorités au Bassoutoland. Des pétitionnaires nous ont rappelé l'alliance néfaste entre l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni à l'égard des territoires de la Haute Commission. La police sud-africaine a le pouvoir de pénétrer au Bassoutoland pour y enlever de force les réfugiés qui ont cherché asile contre la répression en Afrique du Sud.

146. Il est évident qu'en ce qui concerne les territoires de la Haute Commission les populations de ces territoires ont un besoin extrêmement urgent d'obtenir immédiatement le droit à l'autonomie et à l'indépendance. Ma délégation lance donc un appel au Gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il prenne immédiatement les mesures permettant aux populations des territoires de la Haute Commission d'atteindre ce but, afin d'éviter toutes les tensions et les querelles internationales dans cette partie du monde, de crainte qu'elles ne causent à la paix et à la sécurité internationales un danger auquel le monde entier ne pourrait échapper.

147. Ma délégation partage l'inquiétude du Comité spécial en ce qui concerne la situation en Guyane britannique, qui, particulièrement ces derniers temps, s'est détériorée de façon assez inquiétante. Ma délégation rappelle que la question restant en suspens concernant le développement de ce territoire est celle d'une conférence constitutionnelle chargée de fixer la date de l'indépendance. La politique coloniale "diviser pour régner" a produit son effet sur la population de la Guyane britannique et fomenté la désunion au sein de la population. Nous sommes d'avis que les influences étrangères de caractère économique ont également un effet sur la situation. Ma délégation lance un appel aux populations de la Guyane britannique pour qu'elles s'unissent et aplanissent leurs divergences, pour lutter ensemble contre l'ennemi commun ou contre les influences qui s'exercent contre leur indépendance. Ma délégation partage le point de vue du Comité spécial selon lequel, à titre de mesure intérimaire et sans préjudice d'une décision ultérieure, le sous-comité aurait dû avoir la possibilité de rechercher sur place, avec les parties intéressées, les voies et les moyens les plus propres à permettre au pays d'accéder sans délai à l'indépendance.

148. Comme on l'a vu généralement par le passé, les représentants du Yémen et du Royaume-Uni ont chacun réservé les droits de leurs gouvernements respectifs sur Aden et les protectorats d'Aden, l'un et l'autre prétendant avoir la souveraineté sur ces deux territoires. Ma délégation préférerait, dans cette intervention, ne pas étudier en détail le caractère juridique de la question de la souveraineté d'une puissance coloniale sur les territoires colonisés.



J'exprimai donc les regrets de ma délégation quant au refus du Royaume-Uni de permettre aux membres du sous-comité de pénétrer dans le territoire d'Aden pour y entendre les opinions de la population sur la question essentielle de son avenir politique, qui auraient toutes pu servir de base à des recommandations du Comité spécial à l'Assemblée générale pour accélérer l'octroi de l'autodétermination et de l'indépendance à Aden et à ses protectorats. Ma délégation voudrait également adresser un appel au Gouvernement du Royaume-Uni pour que celui-ci adopte les mesures permettant à la population d'Aden et de ses protectorats d'exercer aussitôt que possible leurs droits à l'autodétermination.

149. Le représentant du Chili a retracé l'histoire du développement d'Aden et de ses protectorats et des relations des territoires avec le Gouvernement du Royaume-Uni. Ma délégation examinera ces renseignements ainsi que ceux fournis par l'autorité administrante et se réserve le droit de s'y référer dans les délibérations à venir concernant la question d'Aden et de ses protectorats.

150. Etant donné que le Comité spécial a différé l'examen des territoires de Gibraltar, Fernando Póo, Ifni, Rio Muni et du Sahara espagnol, et que ma délégation aura la possibilité d'examiner les renseignements disponibles sur ces territoires dans une des grandes commissions de l'Assemblée générale, je réserve le droit de ma délégation de faire plus tard des observations à ce sujet.

151. Enfin, au nom de la délégation du Libéria, j'adresse mes félicitations et mes remerciements sincères au Comité spécial pour le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée.

152. M. CARSALES (Argentine) [traduit de l'espagnol]: La délégation argentine estime que le rapport du Comité spécial [A/5446/Rev.1] dont nous sommes saisis constitue l'un des documents les plus considérables présentés à cette session de l'Assemblée générale.

153. Il procède la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui, d'après le Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne son application, est une manifestation de foi, une source d'inspiration pour tous ceux qui vivaient encore sous le régime colonial et l'expression du désir universel d'accélérer le processus de libération.

154. L'écroulement du colonialisme est l'un des événements historiques les plus importants de notre siècle. Les Nations Unies, il est vrai, n'en ont pas pris l'initiative, qui est due aux efforts inlassables et glorieux des peuples soumis. La mission de notre organisation a été de confirmer, dans la Charte et dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale qui ont culminé dans la résolution 1514 (XV), le droit des territoires coloniaux à la libre détermination et à l'indépendance, et de créer un mécanisme approprié pour l'accomplissement rapide, pacifique et juste de ce processus.

155. De là l'importance du travail du Comité spécial, chargé de la tâche difficile d'étudier la façon dont, dans la pratique, la Déclaration est mise en œuvre, de

formuler des suggestions et des recommandations sur les progrès accomplis et de proposer des mesures concrètes pour la pleine réalisation des objectifs fixés.

156. Une liste, qui n'est pas complète, des territoires qui sont visés par la Déclaration et, par conséquent, relèvent de la compétence du Comité, donne pour ceux-ci une superficie totale de 6 750 000 kilomètres carrés et une population de 45 millions d'habitants.

157. La seule mention de ces chiffres montre clairement quelles peuvent être l'ampleur et la complexité de la tâche du Comité. De la lecture du rapport se dégage l'impression qu'il l'a accomplie de façon active et consciencieuse et, à ce propos, la délégation argentine tient à féliciter les membres du Comité et le personnel du Secrétariat pour les efforts inlassables et efficaces qu'ils ont déployés en vue d'obtenir une meilleure application de la résolution 1514 (XV). Nous voudrions pouvoir adresser les mêmes compliments aux autorités administrantes, mais, malheureusement, ce n'est pas possible dans tous les cas. S'il est vrai que certaines d'entre elles ont plus ou moins coopéré avec le Comité — ce que nous nous plaisons à reconnaître — d'autres ont catégoriquement refusé toute collaboration. Pareille attitude ne saurait persister.

158. Ma délégation ne parlera pas de chacun des problèmes des différents territoires sur lesquels porte le rapport du Comité spécial. Cela prendrait un temps dont l'Assemblée générale ne dispose pas. De plus, certains chapitres du rapport — je ne dirai pas les plus importants, car la lutte d'un peuple pour sa libération a la même importance quelles que soient les circonstances et l'ampleur de cette lutte, mais qui présentent les plus grandes difficultés et la plus grande urgence —, ces chapitres donc ont déjà fait l'objet d'une étude à la Quatrième Commission, où la délégation de l'Argentine a expliqué sa position. Nous ne répéterons pas nos déclarations ici.

159. Le tableau d'ensemble que présente le rapport du Comité spécial comporte certains aspects négatifs, mais aussi des raisons d'espérer une solution rapide et favorable du problème. Nous appuyons pleinement la déclaration ci-après qui figure au paragraphe 45 du rapport du Comité:

"Tout en prenant note des progrès réalisés depuis, en matière de décolonisation, le Comité spécial a conscience que cette décolonisation, dans certaines parties de l'Afrique et ailleurs, ne s'effectue pas à un rythme satisfaisant. Il s'inquiète particulièrement des situations dangereuses existant dans les territoires sous administration portugaise, au Sud-Ouest africain et en Rhodésie du Sud." [A/5446/Rev.1, chap. premier, par. 45.]

160. Par contre, d'autres territoires sont sur le point d'accéder à l'indépendance, comme le Kenya et Zanzibar, que nous nous préparons à accueillir très bientôt dans cette Assemblée. Nous espérons que ces heureux événements se répéteront l'an prochain en ce qui concerne d'autres pays que leur évolution politique, économique et sociale a déjà amenés au seuil d'une indépendance pour laquelle ils ont si longtemps lutté.

161. Le Comité spécial, qui a déjà étudié une série de territoires — 26 exactement — de superficie et de population très variées, devra s'occuper, à mesure que ses travaux progressent, de territoires en général moins grands et dont la situation politique est, dans certains cas, assez mal connue. Chacun d'entre eux a ses caractéristiques et présente ses problèmes particuliers et, dans beaucoup de cas, il ne sera pas possible d'appliquer les solutions qui ont été adoptées pour des territoires plus vastes jouissant d'une autonomie économique. La délégation argentine espère que le Comité spécial continuera à étudier les territoires visés par la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale avec le réalisme dont il a fait preuve jusqu'ici et qu'il abordera l'examen de chaque cas en évitant les formules toutes faites, c'est-à-dire des formules qui ont été appliquées avec succès auparavant, mais qui pourraient ne pas être les plus indiquées et les plus équitables. A cet égard, nous avons entendu ce matin une déclaration intéressante et lucide du représentant du Chili.

162. Dans le même ordre d'idées, la délégation argentine a noté avec satisfaction, dans le rapport du Comité spécial, le recours fréquent à une procédure relativement nouvelle mais qui offre de grandes possibilités. Je veux parler de celle de l'accord général. Nous estimons que, dans certains cas, la situation n'a pas suffisamment évolué pour donner lieu à l'adoption de résolutions, car ces résolutions présentent, d'autre part, des difficultés de rédaction susceptibles de réduire les appuis qu'elles trouveraient. Dans ces conditions, il nous semble que la méthode de l'accord général est le plus propre à conduire à des résultats positifs.

163. Bien que la tentation d'exposer à nouveau la position de la République argentine au sujet du colonialisme et de ses conséquences soit pour nous très grande, nous y résisterons. Notre histoire politique et notre action dans l'Organisation des Nations Unies depuis sa création sont la meilleure preuve de nos idéaux et de nos objectifs. Pour le reste, l'horloge de l'histoire sonne les derniers instants de cette conception périmée de la vie politique internationale moderne, et il est inutile de débattre maintenant de questions déjà tranchées. Nous sommes en présence d'un processus irréversible qui échappe même à la volonté des puissances administrantes.

164. Rien n'est plus digne ni plus généreux que l'objectif que les Nations Unies se sont assignées: émanciper définitivement les territoires coloniaux et les incorporer, d'une manière ordonnée, rapide et pacifique, à la communauté des nations qui peuplent aujourd'hui notre planète. C'est à la réalisation de cet objectif, l'un des fondements de la Charte des Nations Unies, que la République argentine s'est engagée — je le réaffirme aujourd'hui — à consacrer tous ses efforts.

165. Nous sommes certains que le colonialisme finira par disparaître, sous toutes ses formes et manifestations, y compris dans les territoires de moindre dimension. La République argentine subit elle-même aujourd'hui les conséquences de la politique coloniale d'une grande puissance. L'occupation des îles Malouines — violation flagrante de notre souveraineté, à l'époque de l'expansion de l'impérialisme,

à un moment où notre pays lui-même accédait à peine à l'indépendance — est un acte de force qui n'a jamais été accepté par le Gouvernement ni par le peuple argentins.

166. A l'annexe I du rapport du Comité spécial que nous examinons en ce moment, nous trouvons sur la liste préliminaire des territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale les îles Malouines. A plusieurs reprises, la délégation argentine a, par d'expresses réserves formulées devant cette organisation, notamment à la Quatrième Commission qui s'occupe des renseignements fournis sur les territoires non autonomes, affirmé la souveraineté de l'Argentine sur ce territoire; en réaffirmant aujourd'hui nos droits imprescriptibles et inaliénables sur les îles Malouines, qui ne sont ni une colonie ni une possession d'une nation quelle qu'elle soit, mais font partie intégrante du territoire national argentin et sont comprises dans son domaine et relèvent de sa souveraineté, nous tenons à souligner l'importance que nous accordons au paragraphe 6 du dispositif de la résolution 1514 (XV) ainsi conçu: "Toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies."

167. En cette ère de liberté, la présence anachronique du Royaume-Uni dans ces îles, très peu peuplées, n'a pas de sens et représente un phénomène de l'histoire qui ne peut continuer, sous peine de porter atteinte à la compréhension mutuelle et à l'amitié qui lient deux peuples unis déjà par tant d'autres liens. Je ne crois pas pécher par excès d'optimisme en exprimant l'espoir de voir le Royaume-Uni faire preuve, dans ce cas particulier, de cette compréhension des réalités du moment présent et de cette vision de l'avenir dont il a su témoigner à l'égard d'autres parties du monde.

168. Nous ne voulons pas conclure sans exprimer l'espoir que la mise en œuvre de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale fera, au cours des mois à venir, des progrès positifs, se manifestant par l'entrée de nouveaux pays dans la communauté internationale et par une évolution nette et rapide d'autres pays vers le même objectif. Nous désirons aussi que ce processus se déroule dans une atmosphère de paix et sur des bases démocratiques, sans discriminations d'ordre racial, politique ou économique de quelque genre que ce soit. A cet effet, la coopération de tous les Etats Membres des Nations Unies — et plus spécialement des puissances administrantes — est une condition fondamentale et indispensable. L'organe le plus indiqué pour exprimer cette volonté de collaboration est sans aucun doute le Comité spécial, dans la capacité duquel nous avons confiance et où nous trouvons la garantie du respect constant des intérêts suprêmes des territoires et des peuples coloniaux.

169. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Tous les orateurs qui étaient inscrits pour ce matin ont pris la parole. Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique qui désire exercer son droit de réponse.

170. M. PEON DEL VALLE (Mexique) [traduit de l'espagnol]: Le représentant du Guatemala a formulé,

au cours de cette séance, une protestation et des réserves quant au fait que Belize figure sous la dénomination de Honduras britannique à l'annexe I du rapport du Comité spécial [A/5446/Rev.1] que nous examinons en ce moment, et en particulier sur la liste des territoires non autonomes auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. A cette occasion, le représentant du Guatemala a déclaré que la souveraineté sur le territoire de Belize appartient exclusivement à son pays, c'est-à-dire au Guatemala.

171. Tout d'abord, je voudrais que figure au procès-verbal à cette occasion — comme à diverses autres occasions passées — la déclaration faite par mon gouvernement et que l'on trouve dans la documentation officielle de diverses instances internationales, aussi bien mondiales que régionales et interaméricaines, ainsi que dans les divers autres moyens d'information du public, et aux termes de laquelle, s'il se produisait un changement dans le statut international de Belize, il serait impossible de ne pas tenir compte des droits historiques et juridiques du Mexique sur ce territoire. Mon gouvernement a également eu l'occasion de déclarer que, pour sa part, le Mexique ne méconnaît pas le droit du peuple de Belize à l'autodétermination et son droit, par voie de conséquence, de prétendre à une pleine indépendance, s'il le désire, par la libre affirmation de sa volonté.

172. Deuxièmement, je tiens également à préciser que le fait qu'un territoire figure sur la liste de ceux à propos desquels des renseignements sont transmis conformément à l'Article 73 e de la Charte ne saurait, par lui-même, affecter la souveraineté qui peut ou non appartenir aux autorités qui, étant en fait les seules responsables de la situation et du développement de ces territoires, doivent, à ce titre, informer les Nations Unies de la situation qui règne dans ces territoires.

173. Lorsque cette question de la signification à donner à l'introduction des noms des territoires non autonomes dans la liste des territoires au sujet desquels l'Assemblée générale devait recevoir des renseignements, conformément à l'Article 73, paragraphe e, de la Charte, fut soulevée pour la première fois devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale le 8 décembre 1946<sup>6/</sup>, la délégation guatémaliennne déclara qu'elle s'abstiendrait lors du vote sur le projet de résolution, parce que le territoire de Belize figurait sur cette liste. La délégation du Mexique souligna alors que l'adoption du projet de résolution en question, où était pris acte de la liste des territoires sur lesquels des renseignements devaient être fournis, n'impliquait nullement la reconnaissance de la souveraineté d'un Etat quelconque sur un territoire déterminé. Ma délégation avait ajouté que cette résolution n'aurait qu'une signification pratique en ce sens qu'elle servirait à indiquer quelles étaient les autorités responsables, à un moment donné, de l'administration desdits territoires.

174. La délégation guatémaliennne avait souscrit à cette interprétation et avait ajouté que son intention

était d'éviter toute possibilité de doute ou d'incertitude dans l'avenir.

175. Au cours de la même séance, une autre délégation au moins s'était déclarée d'accord quant à l'interprétation donnée par la délégation mexicaine. Aucune autre délégation ne s'est opposée à cette interprétation.

176. J'ai rappelé ces faits en raison de leur rapport avec la situation qui nous occupe en ce moment.

177. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): La parole est au représentant du Royaume-Uni pour l'exercice de son droit de réponse.

178. M. KING (Royaume-Uni) [traduit de l'anglais]: Je me réfère aux déclarations qu'ont faites aujourd'hui les représentants du Guatemala et de l'Argentine et au cours desquelles ils ont contesté la souveraineté sur le Honduras britannique et sur les îles Malouines du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucun doute en ce qui concerne la souveraineté qu'il possède sur le Honduras britannique et sur les îles Malouines et je tiens à réserver formellement ses droits en la matière.

179. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Je donne la parole au représentant de l'Espagne pour lui permettre d'exercer son droit de réponse.

180. M. DE PINES (Espagne) [traduit de l'espagnol]: Ma délégation souhaite exercer son droit de réponse à l'égard des contre-vérités qu'a énoncées le représentant de l'Union soviétique et rappeler à l'Assemblée que nous avons déjà exposé en détail notre position au sujet du processus de décolonisation, ainsi que notre désir de collaborer avec l'Assemblée et tous les organes de l'ONU. L'accusation selon laquelle la terreur règne dans les territoires administrés par l'Espagne et qu'on y pratique les travaux forcés est absurde et fausse, de même que toute une série d'autres accusations dépourvues de fondement. Les conditions qu'a décrites le représentant de l'Union soviétique sont, sans aucun doute, celles qui règnent dans le vaste empire colonial qu'administre son pays.

181. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Je donne la parole au représentant du Guatemala pour lui permettre d'exercer son droit de réponse.

182. M. MOLINA ORANTES (Guatemala) [traduit de l'espagnol]: Etant donné l'heure avancée, mon intervention sera très brève, mais je me vois obligé de prendre la parole en raison des observations que vient de faire le représentant du Mexique. Il a dit que son pays se réservait de discuter des droits de souveraineté sur le territoire guatémaltèque de Belize, au cas où le statut juridique de ce territoire viendrait à être modifié. Ma délégation tient à déclarer dès maintenant qu'elle ne reconnaît à quiconque aucun droit sur le territoire de Belize, qui relève uniquement de la souveraineté du Guatemala. La déclaration du représentant du Mexique ne doit donc en aucune manière être interprétée comme impliquant une action conjointe avec mon gouvernement, dont la revendication a un caractère exclusif, comme il l'a déjà indiqué.

183. Le Mexique n'a jamais possédé de territoire au sud du fleuve Hondo, frontière nord du territoire

<sup>6/</sup> Documents officiels de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale, Quatrième Commission, Première partie, 21ème séance.

de Belize, qu'on appelle à tort le Honduras britannique. D'une part, les cartes utilisées par les négociateurs espagnols et anglais qui ont signé le Traité de Versailles de 1783 — lequel traité concédait, aux sujets britanniques résidant dans la région comprise entre le fleuve Hondo et le fleuve Belize, certains droits de simple usufruit — et, d'autre part, beaucoup d'autres documents, parmi lesquels le Traité anglo-mexicain du 8 juillet 1893 relatif aux frontières<sup>1/</sup>, démontrent sans aucun doute possible que la province du Yucatan ne s'étendait pas au sud du fleuve Hondo.

184. Je ne crois pas qu'il soit actuellement opportun d'examiner la question plus à fond. Je me bornerai simplement à citer ce qu'a dit, après la conclusion du Traité anglo-mexicain de juillet 1893 dont j'ai parlé, le Ministre des relations extérieures du Mexique, M. Ignacio Mariscal:

"Si l'on admet que l'Espagne possédait des droits de souveraineté sur Belize au moment où nous avons acquis l'indépendance, on ne peut prétendre que ces droits aient été transférés à notre République; en effet, nous n'avons pas acquis ce territoire pendant notre lutte pour la libération — lutte qui ne s'est jamais étendue au-delà du fleuve Hondo —, on ne nous a attribué la possession d'aucun territoire au sud de ce fleuve, ce territoire ne nous a pas non plus été cédé par l'Espagne en vertu du Traité de 1836, par lequel elle nous a

cédé ses droits sur d'autres territoires, non plus que l'Angleterre, par le Traité de 1826, ne nous a reconnus comme héritiers des droits de l'Espagne sur Belize; enfin, nous ne pouvons, en vertu du droit des gens, revendiquer aucun autre titre au territoire que l'on appelle aujourd'hui le Honduras britannique."

Voilà ce qu'a dit alors le Ministre des relations extérieures du Mexique. Il semble à ma délégation qu'on ne puisse rien ajouter à cette opinion.

185. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Je donne de nouveau la parole au représentant du Mexique pour lui permettre d'exercer son droit de réponse.

186. M. PEON DEL VALLE (Mexique) [traduit de l'espagnol]: Comme l'a dit le représentant du Guatemala, il ne convient pas aujourd'hui de discuter des droits de souveraineté sur Belize. Dans ces conditions, le Gouvernement mexicain et sa délégation à l'Assemblée continuent de réserver formellement leur position.

187. Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol): Avant de lever la séance, je tiens à rappeler aux délégations que, comme je l'ai déjà annoncé, la liste des orateurs sera close lundi prochain, le 2 décembre, à 18 heures.

188. Je fais appel aux délégations pour que les représentants qui désirent intervenir dans le débat d'utiliser le temps qui reste disponible sur les séances prévues pour lundi et mardi, faute de quoi nous devons siéger de nuit mercredi, jeudi et vendredi, car l'examen du point en discussion doit être terminé au plus tard à la fin de la semaine prochaine, c'est-à-dire vendredi.

*La séance est levée à 13 h 45.*

<sup>1/</sup> Traité relatif aux frontières entre le Yucatan et Belize, conclu entre les Gouvernements du Mexique et de la Grande-Bretagne et signé à Mexico le 8 juillet 1893.